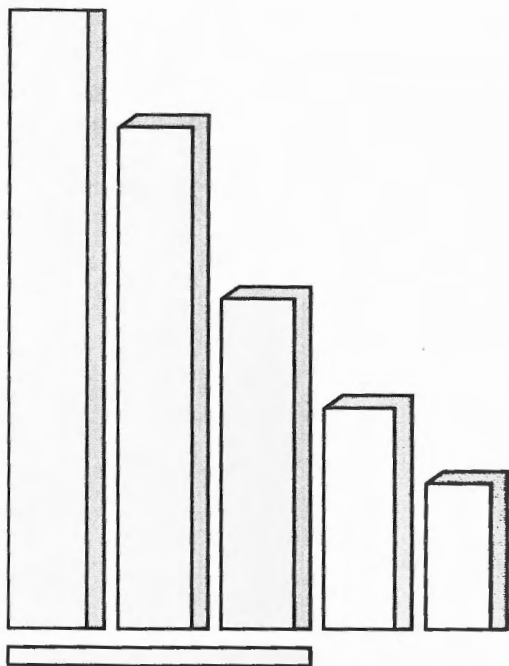
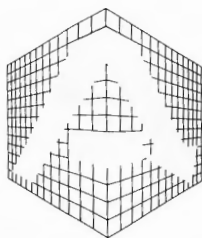


MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ
ET DE LA PROTECTION SOCIALE



LA CONSOMMATION



**LES INDICATEURS
D'ALCOOLISATION**

1990

HAUT COMITÉ D'ÉTUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME

La reproduction totale ou partielle des éléments publiés dans ce document est autorisée sous réserve de la mention : HAUT COMITÉ D'ÉTUDE ET D'INFORMATION SUR L'ALCOOLISME, Indicateurs de consommation, 1990.

© La Documentation Française - Paris, 1990

ISBN : 2-11-002362-7

Sommaire

	Pages
I - Evolution de la consommation des boissons en France et dans la CEE	5
par J.P. Cotton	
Avertissement	5
Introduction	6
 FRANCE	
Graphique 1 : Evolution de la consommation d'alcool pur depuis 1970 ..	8
Graphique 2 : Evolution de la consommation des boissons alcooliques par adulte de 15 ans ou plus (en litres)	9
Graphiques 3 et 4 : Evolution de la consommation de boissons alcooliques par adulte de 15 ans ou plus (en litres d'alcool pur)	10
Graphique 5 : Evolution de la consommation totale de boissons alcooliques	12
Graphiques 6 et 7 : Evolution de la consommation de vin par adulte de 15 ans ou plus	13
Graphique 8 : Evolution de la consommation totale de vin	15
Graphique 9 : Evolution de la consommation moyenne de boissons alcooliques et non alcooliques	16
Graphiques 10 et 11 : Evolution des consommations moyennes des différentes boissons	17
Graphique 12 : Structure de la consommation des ménages	19
 CEE	
Graphique 13 : Evolution comparée des consommations d'alcool pur par habitant	20
Graphique 14 : Evolution comparée des consommations de vin par habitant	21
Graphique 15 : Evolution comparée des consommations de bière par habitant	22
Graphique 16 : Evolution comparée des consommations de spiritueux par habitant	23
 II - La consommation des boissons alcooliques en France : éléments d'explication et de prospective	25
par D. Boulet	
1. Eléments d'explication	25
1.1. Influence des variables économiques	25
1.2. Influence des variables socio-démographiques : l'approche des comportements individuels	34
1.3. L'enquête sur la santé et les soins médicaux	38
2. Eléments de prospective	38
2.1. Estimation statistique des quantités	39

	Pages
2.2. Estimation des achats	40
2.3. Estimations raisonnées	41
3. Conclusion : une consommation en baisse, mais...	46
<i>Annexe : Difficultés méthodologiques pour la connaissance de l'alcoolisation en France</i>	<i>49</i>
III - La distribution des consommations d'alcool dans la population et son évolution : quelques éléments	51
par J.P. Cotton	
1) Proportion de consommateurs : une remarquable stabilité entre 1980 et 1988	53
2) La consommation d'alcool selon le sexe et l'âge	54
3) Les évolutions au cours du cycle de vie : effet d'âge et effet de génération	58
IV - Statistiques fiscales et professionnelles	63
1) Boissons alcooliques	63
MONDE	
Tableau 1 : Consommation d'alcool pur par habitant	63
Tableau 2 : Consommation de vin par habitant	64
Tableau 3 : Consommation de bière par habitant	65
Tableau 4 : Consommation de spiritueux par habitant	66
FRANCE	
Tableau 5 : Evolution de la consommation totale et par personne d'alcool pur contenu dans l'ensemble des boissons alcooliques	67
Tableau 6 : Evolution de la consommation totale de vin et d'alcool de vin	68
Tableau 7 : Evolution de la consommation totale de bière et d'alcool de bière	69
Tableau 8 : Evolution de la consommation totale de cidre et d'alcool de cidre	70
Tableau 9 : Evolution de la consommation totale de spiritueux	71
Tableau 10 : Evolution de la consommation totale des boissons alcooliques	72
Tableau 11 : Evolution par type de boisson de la consommation d'alcool pur par adulte de 15 ans ou plus	73
2) Boissons non alcooliques	74
Tableau 12 : Evolution de la consommation totale de boissons non alcooliques	74
Tableau 13 : Evolution de la consommation annuelle de boissons non alcooliques par habitant	75
3) Consommation des ménages	76
Tableau 14 : Structure et valeur de la consommation des ménages	76
Tableau 15 : Coefficients budgétaires calculés aux prix de 1980	77

I - Evolution de la consommation des boissons en France et dans la CEE

J.P. Cotton⁽¹⁾

Avertissement

Les données chiffrées sur lesquelles s'appuie cette étude ont été élaborées par l'INSEE, avec la collaboration d'organismes très divers : Direction générale des impôts, Institut national de la recherche agronomique, Douanes, ainsi que les différents syndicats professionnels.

En ce qui concerne les vins, les bières ou le cidre, les statistiques de base sont en hectolitres réels ; elles sont ensuite converties en alcool pur à partir d'un degré alcoolique moyen estimé de manière statistique. Inversement, en ce qui concerne les spiritueux, les statistiques fournies par la Direction générale des impôts sont exprimées directement en hectolitres d'alcool pur. Pour calculer un volume réel de consommation des spiritueux, on a utilisé ici un titre alcoométrique moyen de 40°, qui n'a évidemment qu'une valeur d'estimation.

Les données relatives aux boissons non alcooliques publiées ici proviennent des séries de consommation calculées par l'INSEE, et comprennent la consommation à domicile et hors domicile. C'est pourquoi un certain nombre de changements sont intervenus par rapport aux chiffres publiés dans l'édition 1988, qui provenaient de sources professionnelles. Les chiffres de l'INSEE — qui intègrent d'ailleurs les informations des syndicats professionnels — étant plus fiables du point de vue statistique, seule cette source sera utilisée désormais.

Les indicateurs dont nous retraçons l'évolution sont de trois sortes :

- consommations totales pour la France entière ;
- consommations moyennes par adulte de 15 ans ou plus pour les boissons alcooliques ;
- consommations moyennes par habitant pour les boissons non alcooliques (et pour les boissons alcooliques quand il s'agit de comparaisons internationales).

On doit garder en mémoire qu'il s'agit là de moyennes, n'ayant qu'une signification statistique. Il est notamment tout à fait possible, voire même probable, que les comportements de consommation de certains groupes de la population suivent une évolution très différente de celle de la moyenne.

(1) Administrateur de l'INSEE, chargé des études économiques et statistiques auprès du Secrétariat général du Haut Comité.

Introduction

Avant de commenter les chiffres graphique par graphique, il semble utile de résumer les grandes tendances de la consommation de boissons, telles qu'on peut les dégager de cette étude :

— On note tout d'abord la baisse régulière et sensible de la consommation moyenne d'alcool pur par adulte : celle-ci diminue de 23 % entre 1970 et 1987.

— Cette régression s'explique par des changements importants dans les habitudes de consommation :

- Les consommations de vin et de cidre chutent. En ce qui concerne le vin, la baisse observée provient de la désaffection du public pour les vins courants, tandis que les vins de qualité connaissent une faveur grandissante.
- Pour la bière et les spiritueux, les tendances sont beaucoup moins marquées : la consommation moyenne par adulte en terme d'alcool pur ne baisse régulièrement que depuis 1981 pour la bière, à un rythme brutal il est vrai (– 20 % en six ans). Quant à la consommation de spiritueux, elle a diminué de 10 % depuis 1980.

Si ces données apparaissent favorables quant à une politique visant à réduire la consommation d'alcool et les problèmes sanitaires et sociaux induits par cette consommation, plusieurs observations obligent cependant à garder une certaine réserve :

- Comme indiqué ci-dessus, il ne s'agit que de moyennes et non pas de comportements réels estimés au moyen d'enquêtes.
- Si l'on ne peut que se féliciter de la baisse de la consommation du vin, qui reste cependant et de loin, la boisson alcoolique la plus consommée, on doit rester vigilant vis-à-vis de la bière, vecteur privilégié de l'alcoolisation des jeunes générations, et des spiritueux : 3 litres d'alcool pur consommés en moyenne par adulte et par an, c'est encore beaucoup trop, car cela signifie que les buveurs réguliers de spiritueux, qui représentent seulement, d'après les enquêtes de consommation, 5 à 10 % de la population, en absorbent plus de 30 litres d'alcool pur par an (et beaucoup plus pour les 1 ou 2 % de buveurs dits « excessifs »).
- Il reste un effort à faire pour promouvoir la consommation des boissons non alcooliques ; la part de cette consommation dans le total a certes augmenté, passant de 22 % en 1970 à 39 % en 1987, mais elle devrait, en bonne logique, représenter beaucoup plus de 50 % car seules les boissons non alcooliques ont pour vocation naturelle de désaltérer et de réhydrater. La consommation de boissons alcooliques, en revanche, n'a pour but que de favoriser la convivialité : elle ne saurait avoir un caractère régulier et massif. La baisse de la TVA sur les boissons non alcooliques, intervenue en 1988, va dans le bon sens. Elle pourrait être complétée par la suppression des droits spécifiques applicables aux eaux minérales et aux autres boissons non alcooliques (hormis les jus de fruits, de légumes et les sirops). Néanmoins, une

véritable stratégie de promotion des boissons non alcooliques passe par l'éducation du goût des consommateurs, et notamment des jeunes consommateurs.

- Les comparaisons internationales (qui s'appuient sur les données chiffrées du Syndicat néerlandais des producteurs de spiritueux) montrent que la France reste en 1987 le premier pays consommateur d'alcool dans le monde.

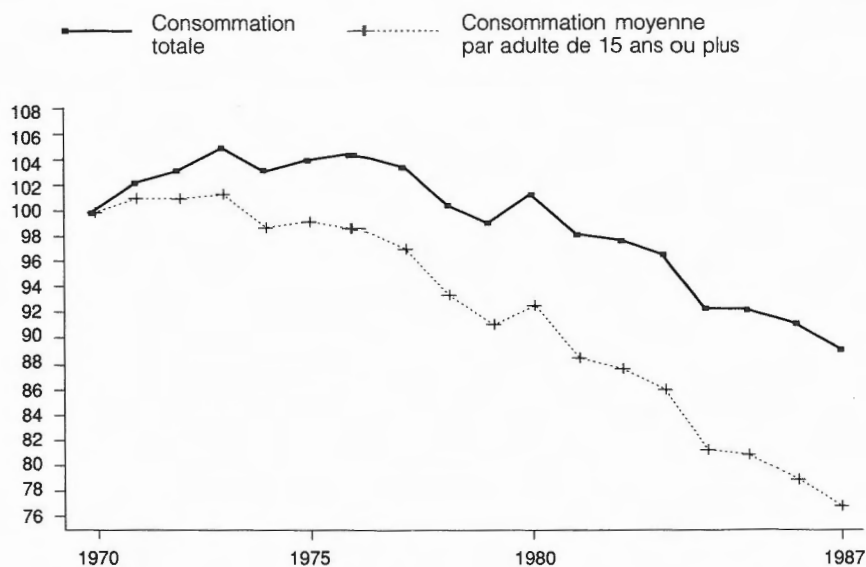
FRANCE

GRAPHIQUE 1 :

Evolution de la consommation d'alcool pur depuis 1970

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres)



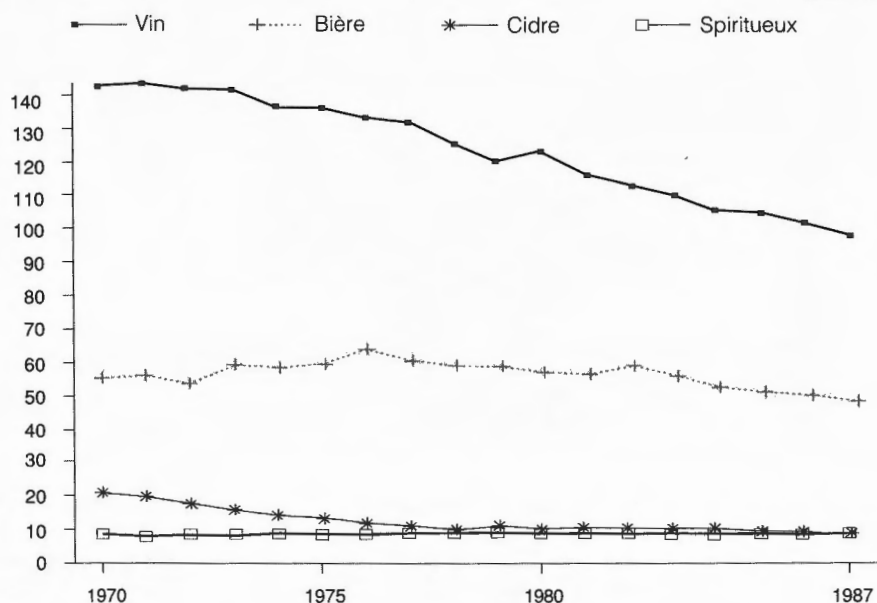
1970 : Indice de base 100

La consommation d'alcool pur par adulte de 15 ans ou plus régresse continuellement depuis 1973 : elle est en 1987 de 17,1 litres (et de 19,0 litres par adulte de 20 ans ou plus) contre 22,3 litres en 1970 et 22,6 litres en 1973. La tendance à la baisse marque des paliers en 1974-1975, 1980 et 1985 : elle reprend depuis cette date au rythme d'environ 0,5 litre par an.

La consommation totale d'alcool pur est en 1987 de 7 556 milliers d'hectolitres, contre 8 499 Mhl en 1970 et 8 921 Mhl en 1973.

GRAPHIQUE 2 :**Evolution de la consommation des boissons alcooliques par adulte de 15 ans ou plus** — Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres)

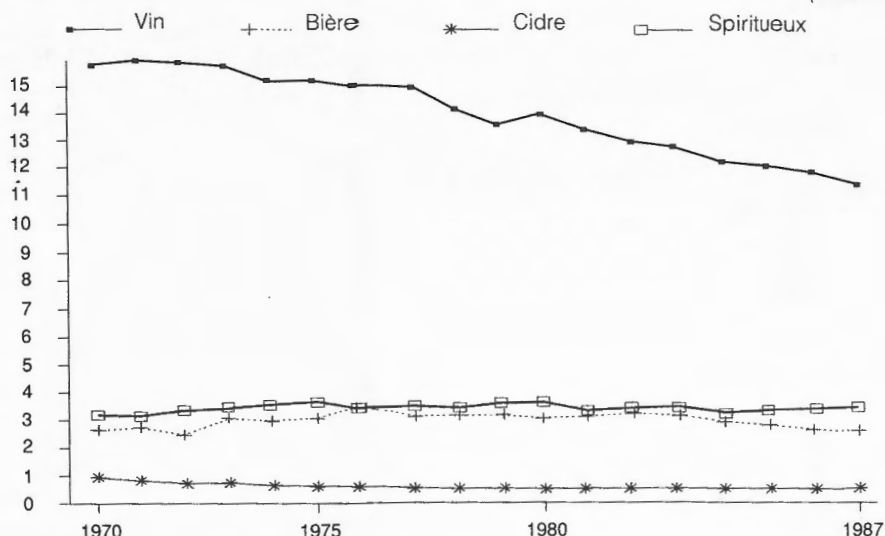


Ce graphique retrace l'évolution, depuis 1970, des consommations moyennes, par adulte de 15 ans ou plus, des différents types de boissons alcooliques : on note le recul sensible du cidre et du vin. Le volume moyen de vin consommé passe de 143,2 litres en 1970 à 97,3 litres en 1987, tandis que celui du cidre passe de 21,1 litres à 8,7 litres. La consommation de bière atteint un maximum de 60,3 litres en 1976 (année de grande sécheresse) contre 55,5 litres en 1970. Elle diminue ensuite régulièrement pour atteindre le niveau de 47,6 litres en 1987. Quant à la consommation moyenne de spiritueux, elle passe de 7,9 litres en 1970 à 8,7 litres en 1980, et baisse ensuite pour atteindre 8 litres en 1987.

GRAPHIQUE 3 :

Evolution de la consommation de boissons alcooliques par adulte de 15 ans ou plus — Source : HCEIA, *Indicateurs d'alcoolisation*, 1990

(en litres A.P.)



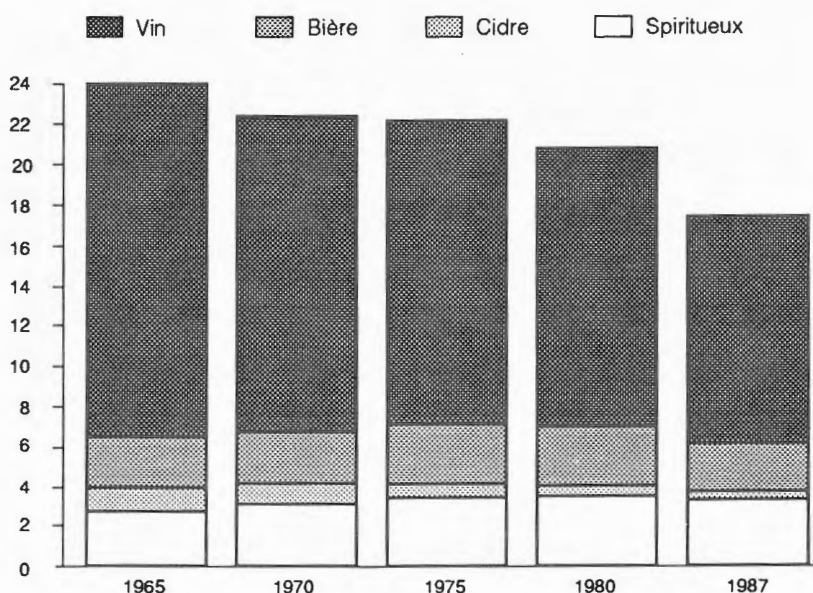
Ce graphique reflète, comme le graphique 2, l'évolution des consommations moyennes de boissons alcooliques, par adulte de 15 ans ou plus, mais converties en litres d'alcool pur. Les évolutions peuvent donc être légèrement différentes du graphique précédent, en raison des changements dans le degré alcoolique moyen des boissons consommées.

La consommation moyenne de vin diminue régulièrement, passant de 15,7 litres d'alcool pur en 1970 à 11,2 litres d'alcool pur en 1987 : elle représente ainsi encore en 1987 les deux tiers (65 %) de la consommation totale d'alcool pur contre 70 % en 1970. La consommation moyenne de bière convertie en alcool pur évolue moins sensiblement, passant de 2,6 litres en 1970 à 3,3 litres en 1976, puis diminuant jusqu'à 2,4 litres en 1987 : la baisse est régulière depuis 1981, au rythme de 0,1 litre d'alcool pur par an. La bière représente ainsi en 1987 15 % de la consommation moyenne d'alcool pur par adulte, contre 12 % en 1970. La consommation de cidre devient pratiquement inexistante : elle est de 0,4 litre d'alcool pur en 1987, contre 0,9 litre en 1970. Enfin la consommation moyenne de spiritueux en alcool pur évolue très peu sur la période : partant de 3,1 litres en 1970, elle augmente jusqu'à un maximum de 3,5 litres en 1974, reste stable de 1974 à 1980, et diminue ensuite jusqu'à 3,2 litres en 1987, date à laquelle elle représente 18 % de la consommation d'alcool pur par adulte.

GRAPHIQUE 4 :

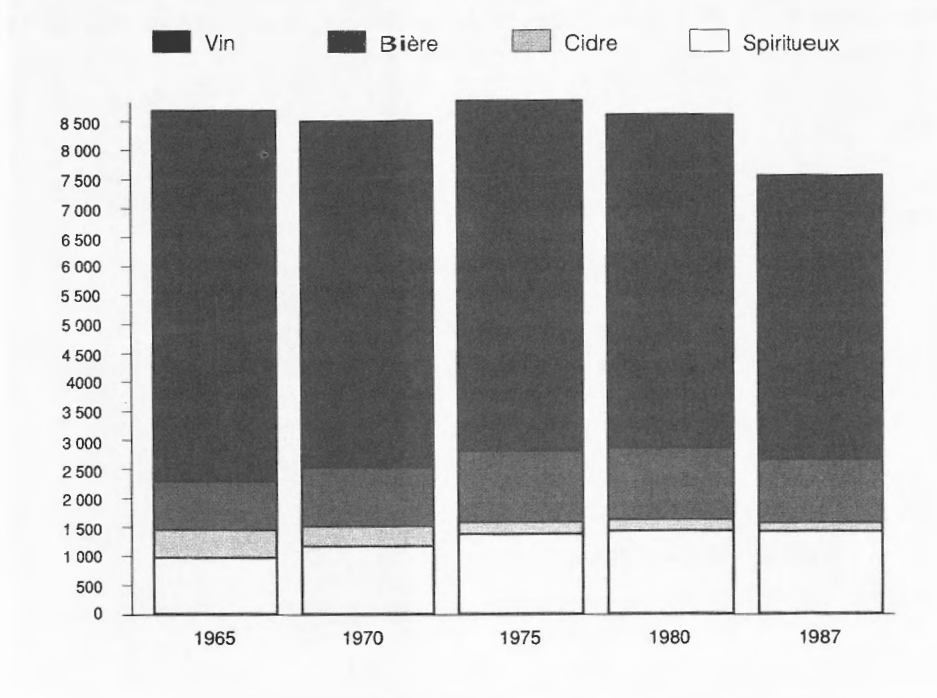
Evolution de la consommation de boissons alcooliques par adulte de 15 ans ou plus — Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres A.P.)



Ce diagramme illustre les mêmes données que le précédent, mais présentées différemment : on y voit nettement la baisse de la consommation moyenne d'alcool pur, qui est de 6,8 litres entre 1965 et 1987, dont 6,4 litres pour le vin.

La tendance s'accélère après 1980, et concerne tous les types de boissons.

GRAPHIQUE 5 :**Evolution de la consommation totale de boissons alcooliques***Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990**(en Mhl A.P.)*

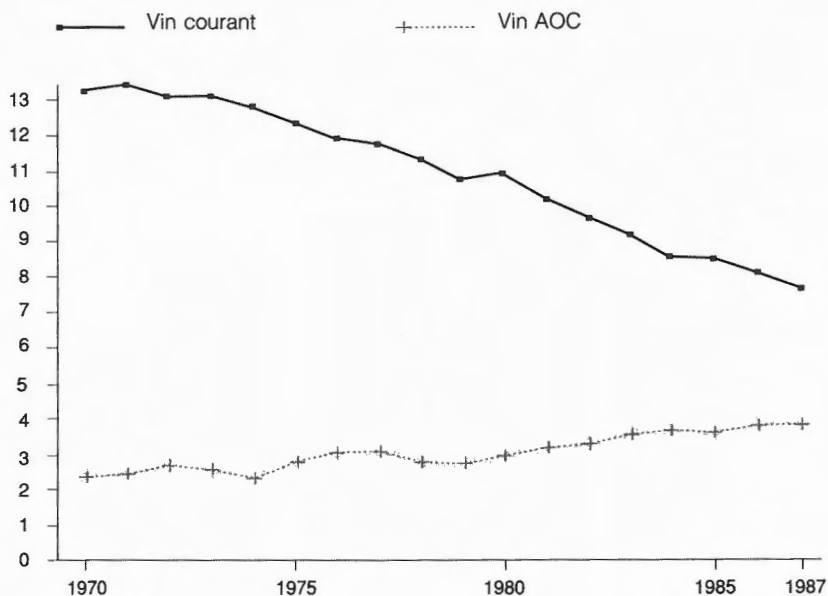
Ce diagramme retrace l'évolution de la consommation totale, en milliers d'hectolitres d'alcool pur, des principaux types de boissons. La consommation totale d'alcool pur était de 8 682 Mhl en 1965, de 8 499 Mhl en 1970, et a ensuite atteint un maximum de 8 921 Mhl en 1973. Elle n'a commencé à diminuer régulièrement qu'en 1976, passant à 8 603 Mhl en 1980 ; la baisse s'est ensuite accélérée, jusqu'au niveau de 7 556 Mhl en 1987.

La consommation de vin a fléchi régulièrement sur toute la période, passant de 6 352 Mhl en 1965 à 4 929 Mhl en 1987. La consommation de bière, qui était de 891 Mhl en 1965, a atteint un maximum de 1 311 Mhl en 1976 pour revenir ensuite à 1 047 Mhl en 1987 : la baisse s'accélère depuis 1983. Quant à la consommation de spiritueux, partant de 989 Mhl en 1965, elle a augmenté jusqu'à 1 451 Mhl en 1980 ; depuis elle diminue très peu, restant à 1 408 Mhl en 1987.

GRAPHIQUE 6 :**Evolution de la consommation de vin par adulte de 15 ans ou plus**

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres A.P.)



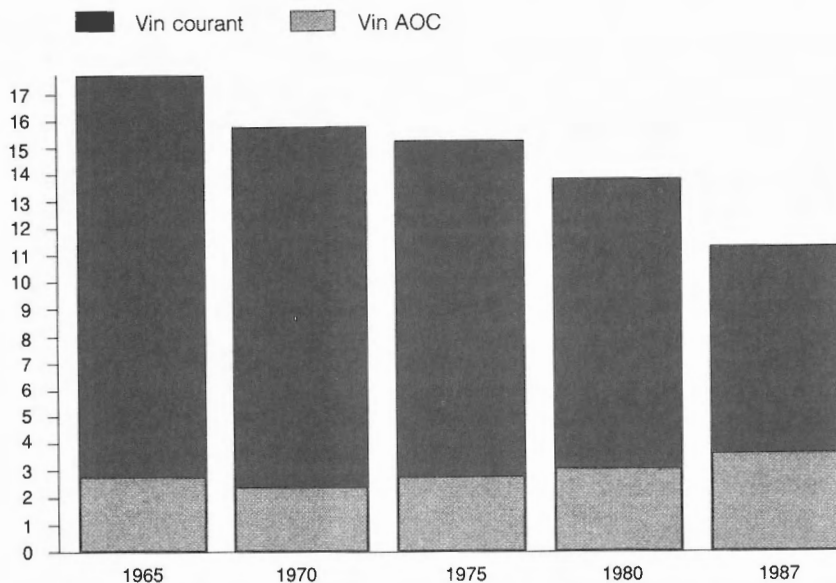
Ce graphique montre l'évolution de la consommation moyenne, par adulte, de vin courant et de vin AOC, en litres d'alcool pur. On note la chute spectaculaire de consommation des vins courants, qui passe de 13,3 litres d'alcool pur en 1970 à 7,5 litres en 1987, soit une diminution de 44 %. Dans le même temps, la consommation de vins de qualité supérieure (vins à appellation d'origine contrôlée et vins délimités de qualité supérieure) s'accroît de 54 %, passant de 2,4 litres d'alcool pur en 1970 à 3,7 litres en 1987. Ils représentent à cette date, un tiers de la consommation totale de vin, contre 16 % en 1970.

Les chiffres en équivalent alcool pur présentés ici peuvent donner une idée légèrement différente de la situation que les données brutes, car les degrés moyens sont différents : le degré alcoolique moyen est estimé à 11° 1 en 1987 pour les vins courants (contre 10° 7 en 1970) tandis qu'il est estimé à 12° 5 sur toute la période pour les vins AOC.

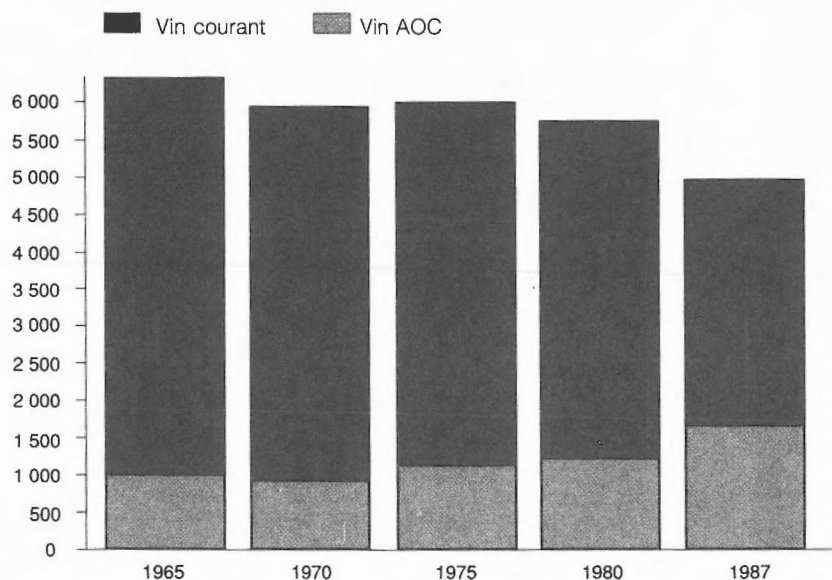
GRAPHIQUE 7 :**Evolution de la consommation de vin par adulte de 15 ans ou plus**

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres A.P.)



Il s'agit ici des mêmes données que celles du graphique 6, mais présentées sous forme de diagramme : on observe mieux ainsi la chute de la consommation totale de vin par adulte, représentée par la hauteur des barres du diagramme. Cette consommation passe de 17,6 litres d'alcool pur en 1965 à 11,2 litres en 1987, soit une chute de plus de 6 litres d'alcool pur. La tendance s'accélère visiblement depuis 1980.

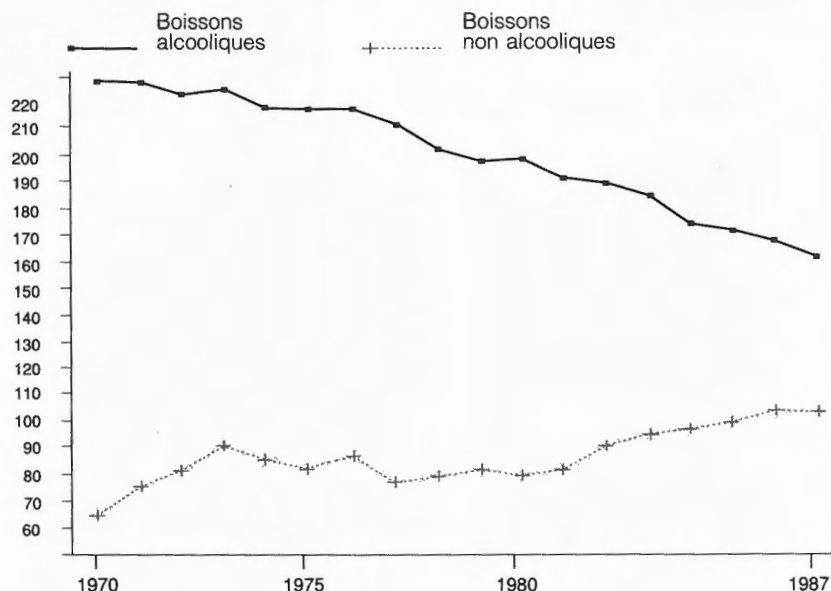
GRAPHIQUE 8 :**Evolution de la consommation totale de vin***Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990**(en Mhl A.P.)*

On observe ici la consommation totale de vin, en milliers d'hectolitres d'alcool pur, pour les années 1965, 1970, 1975, 1980 et 1987. Comme on l'a déjà noté pour les consommations moyennes par adulte, la tendance à la baisse s'accélère depuis 1980 : la consommation totale de vin passe de 6 352 Mhl d'alcool pur en 1965 (soit 58 488 Mhl en chiffres bruts) à 5 735 Mhl d'alcool pur en 1980, puis à 4 929 Mhl d'alcool pur en 1987 (ou 42 765 Mhl en chiffres bruts).

GRAPHIQUE 9 :

Evolution de la consommation moyenne de boissons alcooliques et non alcooliques — Source : HCEIA, *Indicateurs d'alcoolisation*, 1990

(en litres)



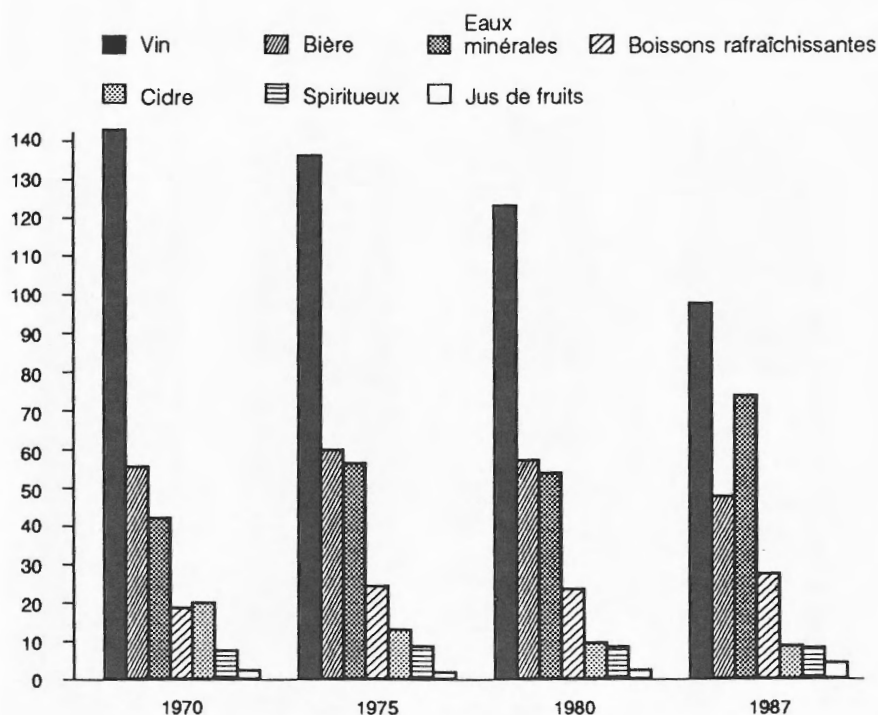
Ce graphique permet de comparer les volumes moyens de consommation, en litres par adulte de 15 ans ou plus, pour les boissons alcooliques (puisque les moins de 15 ans sont à peu près tous non consommateurs) et en litres par habitant pour les boissons non alcooliques. On note les profondes modifications intervenues depuis 1970 : les volumes consommés à cette date étaient respectivement de 64,4 litres pour les boissons non alcooliques et de 227,6 litres pour les boissons alcooliques. En 1987, les consommations sont de 105,3 litres pour les boissons non alcooliques et de 161,6 litres pour les boissons alcooliques. Ainsi, en 1987, les boissons non alcooliques représentent 39 % du total de la consommation commercialisée de boissons, contre 22 % en 1970.

GRAPHIQUE 10 :

Evolution des consommations moyennes des différentes boissons

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres)

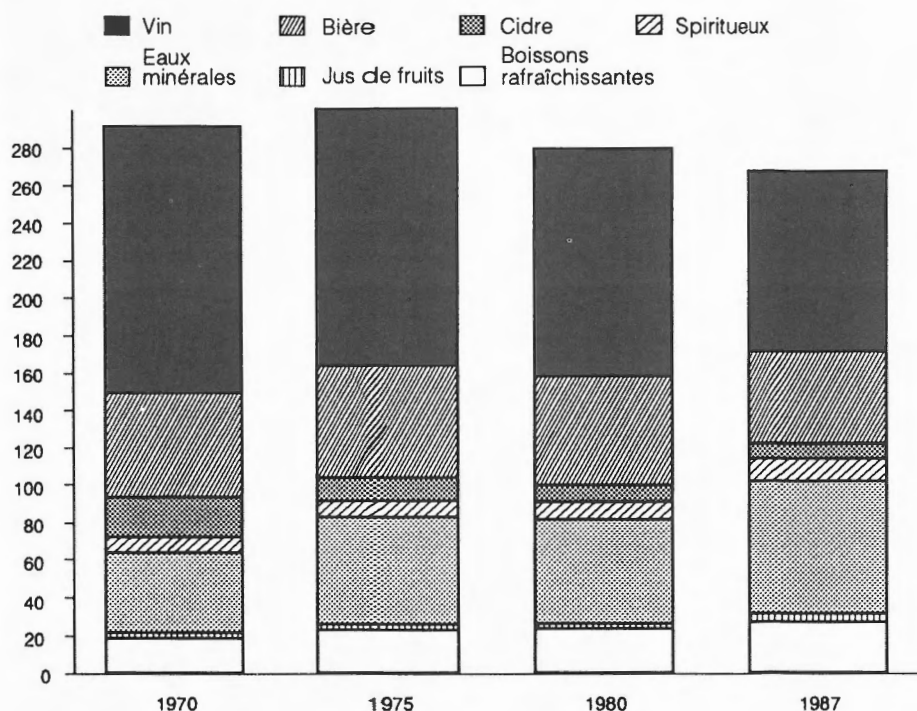


Ce diagramme permet de comparer les consommations, par adulte de 15 ans ou plus, des principales boissons alcooliques et les consommations, par habitant, des boissons non alcooliques, pour les années 1970, 1975, 1980 et 1987. On remarque la forte augmentation de la consommation d'eaux minérales depuis 1980 : celle-ci, après être passée de 43 litres en 1970 à 61 litres en 1974, stagne aux alentours de 55 litres jusqu'en 1980. Puis elle augmente très rapidement pour atteindre 73,6 litres en 1987. La consommation des boissons rafraîchissantes (sodas, limonades, tonics, boissons à base de fruits) suit un profil similaire : augmentation de 19 litres à 26 litres entre 1970 et 1976, puis stagnation à un niveau proche de 23 litres jusqu'en 1980, et ensuite croissance soutenue pour atteindre le niveau de 27,5 litres en 1987. Quant aux jus de fruits et nectars, leur consommation diminue de 1970 à 1974, passant de 2,5 litres à 1,7 litre, puis elle augmente jusqu'au niveau de 3,8 litres en 1982 pour stagner ensuite. Elle enregistre en 1987 une croissance sensible, passant à 4,2 litres.

GRAPHIQUE 11 :**Evolution des consommations moyennes des différentes boissons**

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(en litres)

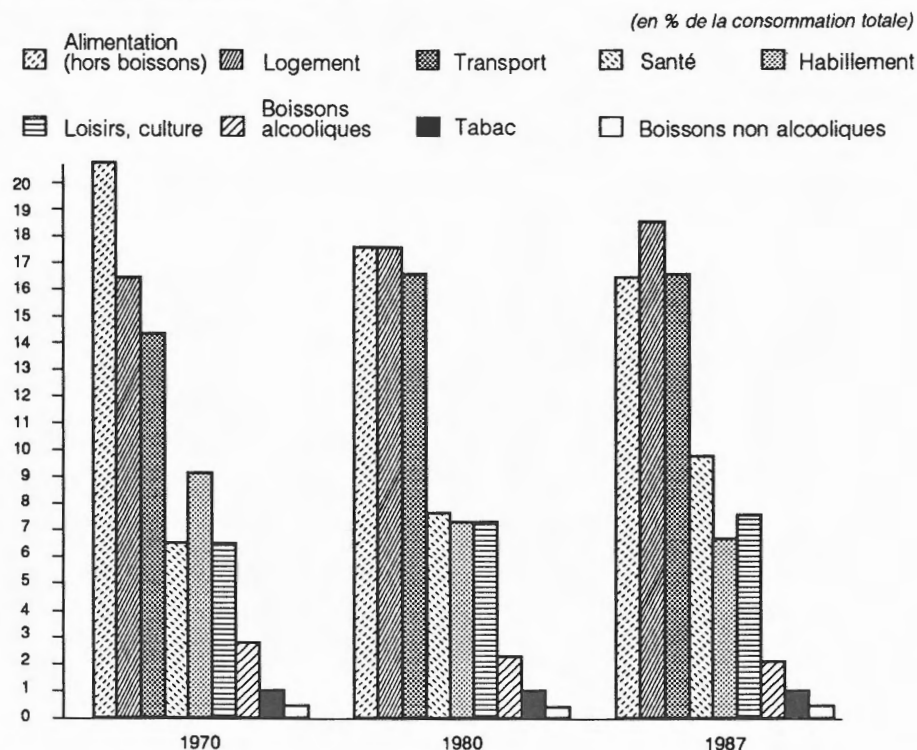


Ce diagramme illustre les mêmes données que le précédent, mais sous une forme différente : on voit mieux ainsi l'évolution de la consommation moyenne « toutes boissons », qui tend à baisser depuis 1975 : cela traduit sans doute l'influence de l'inflexion du pouvoir d'achat depuis cette date. On note aussi l'augmentation frappante, après 1980 surtout, de la part des boissons non alcooliques, qui représentent, en 1987, 39 % du total au lieu de 22 % en 1970.

GRAPHIQUE 12 :

Structure de la consommation des ménages (calculée aux prix de 1980)

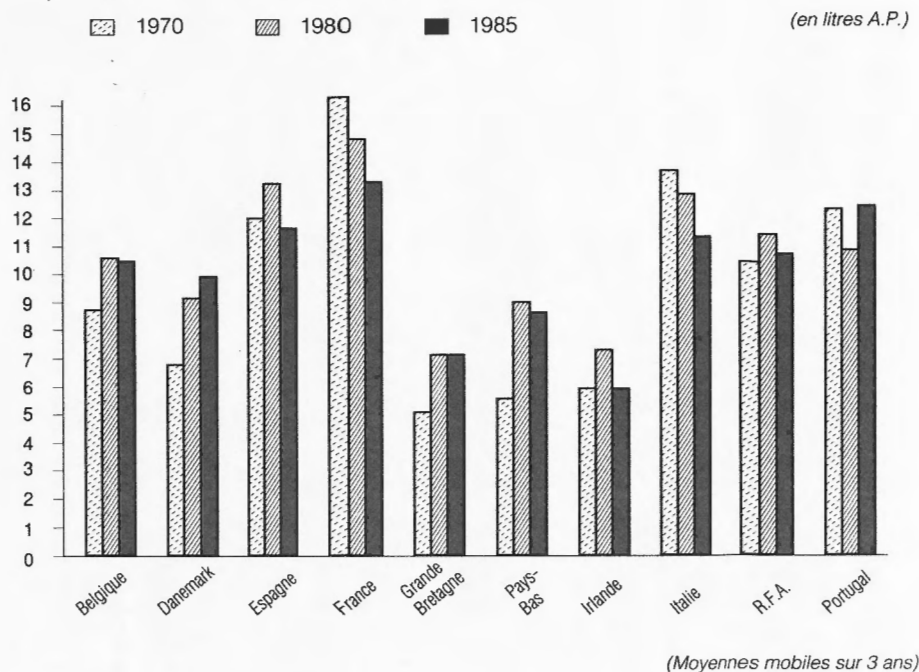
Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990



On a représenté ici, sous forme de diagramme, l'évolution de quelques postes budgétaires représentatifs de la consommation des ménages français, d'après les comptes nationaux en nouvelle base 1980 établis par l'INSEE. Les chiffres pour les trois années représentées (1970, 1980, 1987) sont calculés aux prix de 1980, donc en volume, ce qui permet de gommer l'effet des changements de prix relatifs dans la variation des différents postes. Le poste « Boissons alcooliques » passe de 2,8 % du total en 1970 à 2,3 % en 1980, puis 2,1 % en 1987, ce qui représente une baisse un peu plus importante que celle observée sur le total des produits alimentaires. On doit cependant rappeler que ce chiffre ne comprend pas les consommations hors domicile. Le poste « Boissons non alcooliques » reste stable, à 0,5 % du total, ainsi que le tabac à 1,1 %. Les dépenses qui augmentent le plus sont celles de logement, passant de 16,4 % à 18,5 % entre 1970 et 1987, et de santé, qui passent de 6,5 % en 1970 à 9,8 % en 1987.

GRAPHIQUE 13 :

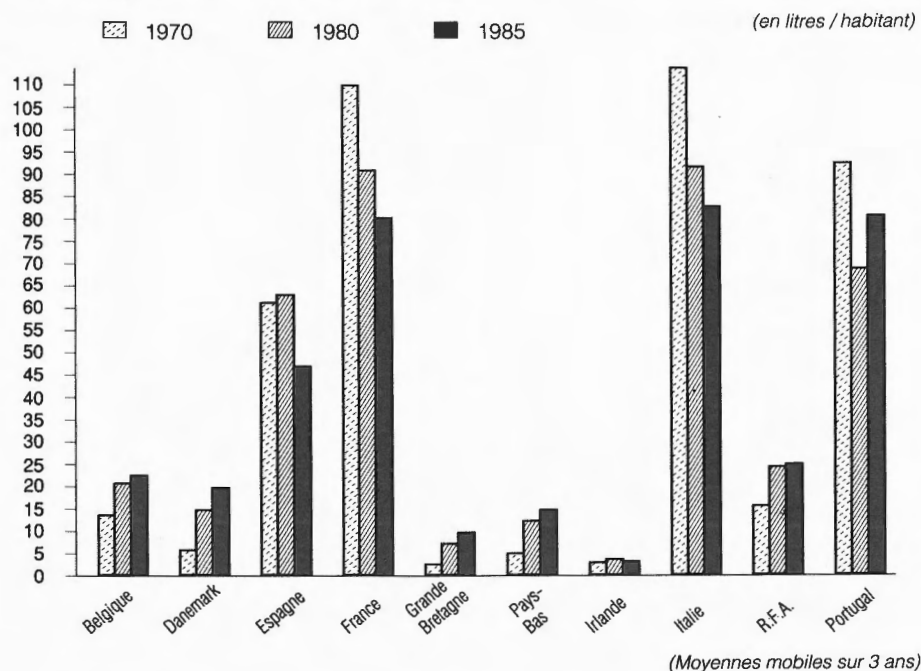
Evolution comparée des consommations d'alcool pur par habitant dans la CEE — Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990



Malgré l'évolution favorable observée sur les vingt dernières années, la France reste en 1987 le premier pays consommateur d'alcool au monde, avec une consommation de 13 litres d'alcool pur par habitant. Le chiffre du Luxembourg n'est pas représenté ici, car il s'explique en majeure partie par les achats en détaxe de consommateurs des pays voisins. En fin de période (moyenne triennale des années 1984 à 1986), la France est suivie de près par le Portugal (12,4 litres), l'Espagne (11,6 litres), l'Italie (11,3 litres), la RFA (10,7 litres) et la Belgique (10,5 litres).

GRAPHIQUE 14 :**Evolution comparée des consommations de vin par habitant dans la CEE**

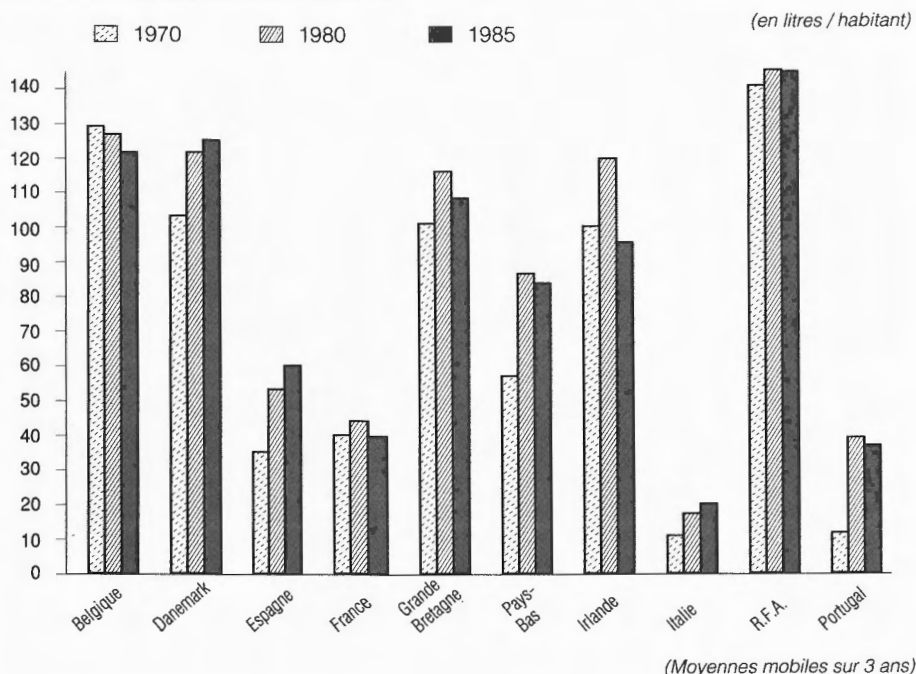
Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990



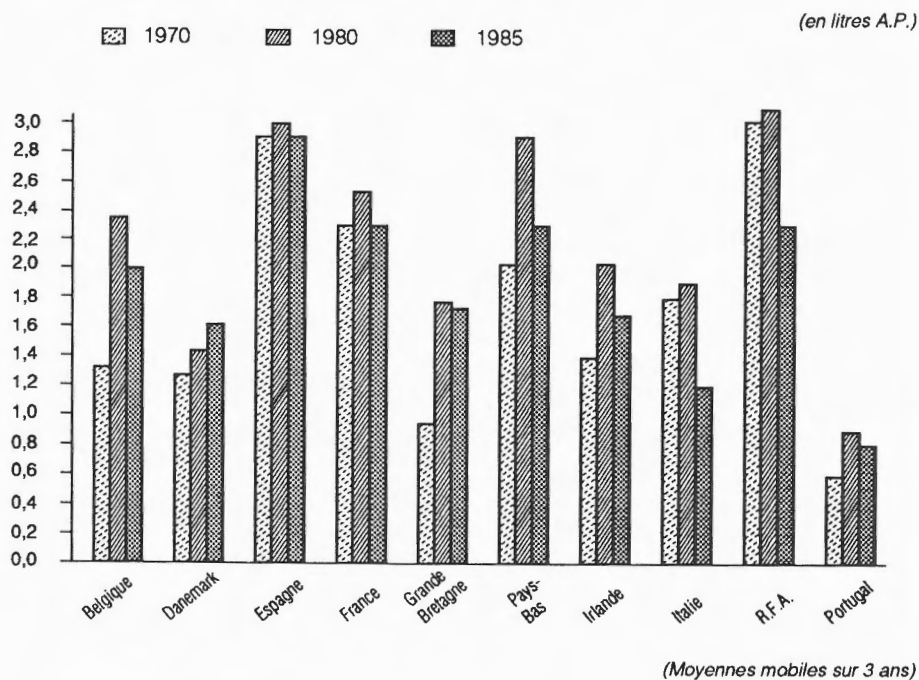
La France, l'Italie, le Portugal et l'Espagne sont les quatre premiers pays consommateurs de vin en Europe. La consommation de vin baisse régulièrement et sensiblement dans ces pays, mis à part le Portugal où l'on observe une évolution atypique, avec un redémarrage de la consommation après 1980. Les deux années 1986 et 1987 (non représentées sur ce graphique qui illustre des moyennes triennales) indiquent cependant une forte baisse dans ce pays. Quant aux autres pays de la CEE, faibles consommateurs, ils enregistrent tous une évolution à la hausse, excepté l'Irlande.

GRAPHIQUE 15 :**Evolution comparée des consommations de bière par habitant dans la CEE**

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990



La France, de même que les trois autres pays forts consommateurs de vin — Italie, Espagne, Portugal — enregistre une consommation modérée de bière, qui reste autour de 40 litres par habitant et par an sur toute la période, contre plus de 140 litres en RFA. Dans tous les pays forts consommateurs, la consommation baisse ou stagne. Elle augmente par contre dans les pays faibles consommateurs, excepté la France : Espagne, Italie, Portugal.

GRAPHIQUE 16 :**Evolution comparée des consommations de spiritueux par habitant dans la CEE** — Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

Les différences entre les consommations de spiritueux des pays de la CEE sont beaucoup moins nettes que pour la bière et le vin, et tendent d'ailleurs à se réduire avec le temps. Le pays le plus fort consommateur dans la CEE est l'Espagne, où la consommation reste stable depuis 1970, aux alentours de 3 litres d'alcool pur, loin derrière les consommations de 5 litres et plus enregistrées dans certains pays d'Europe de l'Est. Viennent ensuite la France, les Pays-Bas et la RFA avec 2,3 litres en 1985 (moyenne triennale). La consommation a beaucoup baissé en fin de période en RFA et aux Pays-Bas, mais peu en France. Deux pays se signalent par leur consommation plus faible que les autres : l'Italie avec 1,2 litre en 1985, après une forte baisse depuis 1980, et le Portugal avec 0,8 litre.

II - La consommation des boissons alcooliques en France : éléments d'explication et de prospective

D. Boulet ⁽¹⁾

1 - Eléments d'explication

1.1. Influence des variables économiques

Il est classique en analyse économique de chercher à expliquer l'évolution de la demande d'un (ou d'un groupe de) produit(s), par l'influence des prix et/ou des revenus des consommateurs.

En 1973 en particulier, l'INSEE a réalisé une étude sur les grandes tendances de la consommation alimentaire, comportant à partir des séries observées entre 1950 et 1971, des projections de tendances à l'horizon de 1980 (Fouquet, 1976).

C'est le prix relatif de chaque produit (c'est-à-dire la variation du prix du produit par rapport à celle de l'ensemble des prix de détail, de façon à éliminer l'influence de l'inflation) qui est retenu comme variable principale dans l'ajustement des tendances de la consommation alimentaire, lorsque le revenu des ménages connaît une évolution relativement régulière.

Pour cette période (1950-1971), l'INSEE observe :

- la régression régulière de la consommation de vins courants, qui selon les calculs effectués devait être compensée en « volume » (achats à prix constant) par la progression de la demande de vins fins et surtout de champagne et mousseux, soit une stabilisation en 1980, au niveau de 1970 ;
- la forte augmentation de la consommation de bière, avec une hypothèse de croissance en volume de 3 % par an en moyenne entre 1970 et 1980, grâce notamment à une relative stabilité supposée du prix relatif de la bière ;

(1) INRA, Laboratoire d'économie, Montpellier, expert auprès du Haut Comité.

• concernant les spiritueux les commentaires sont intéressants à citer :

« Jusqu'en 1959, la lutte contre l'alcoolisme (plus les rentrées fiscales) entraîne une hausse constante des taxes et le prix des alcools croît plus rapidement que l'ensemble des prix ; à partir de 1959, les taxes sont stabilisées, le prix relatif des alcools diminue ; depuis 1967, on assiste à un rattrapage des taxes sur l'alcool et une croissance du prix relatif des alcools. L'évolution de la consommation a suivi le schéma exactement inverse » (Fouquet, 1976, p. 51).

Globalement les projections de l'INSEE faites en 1973 pour 1980, renaient une hypothèse de croissance de la demande en volume de boissons alcooliques, au taux moyen de 1,4 % par an entre 1970 et 1980, compte tenu d'une hypothèse de hausse globale des prix relatifs de 0,9 % par an pour cette même période.

A noter que la même étude prévoyait une hausse beaucoup plus forte de la demande de boissons sans alcool, soit + 6,2 % par an en moyenne, compte tenu notamment d'une baisse sensible de leurs prix relatifs (indice 85,9 en 1980, pour un niveau de 100 en 1970).

Peu de temps après ces projections intervenait le premier choc pétrolier et la crise des économies industrielles qui a suivi.

En 1983 une nouvelle étude de l'INSEE (Darmon, 1983) a confronté les projections faites dix ans avant pour 1980, aux données réelles, compte tenu des perturbations économiques et sociales intervenues entre-temps.

Pour l'ensemble du poste « boissons », les prévisions de 1973 se sont avérées beaucoup trop optimistes puisqu'elles avaient prévu une hausse de la consommation en volume par tête au taux moyen de + 1,6 % entre 1970 et 1980, alors qu'elle n'a été que de 0,3 %, bien que les évolutions prévues des prix relatifs aient été respectées (légère décroissance sur la période).

Dans cet ensemble, il est remarquable de constater que c'est le poste « Boissons sans alcool » qui a connu un arrêt brutal de la croissance de la consommation, puisque le taux annuel, en volume par tête, est passé de 8,6 % entre 1959 et 1973 à 0,3 % entre 1973 et 1980 (soit un indice de volume en 1980 par rapport à 1970 de 134,0 au lieu de 183,2 prévu). Alors que la consommation par personne prévue pour 1980 était de 125,8 litres (contre 51,4 litres en 1970), elle n'a été, en fait, que de 73,8 litres.

L'auteur de l'étude note que « rien dans l'évolution du prix relatif ne permet d'expliquer le ralentissement brutal de la croissance des dépenses de boissons non alcoolisées » (Darmon, 1983, p. 39).

Concernant les boissons alcooliques, l'écart aux prévisions, en volume, n'a été que faible : 107,1 contre 114,3 prévu, la principale source d'écart venant des vins courants, dont la régression a été plus forte que prévue (indice 72,2 au lieu d'une prévision de 91,2).

Cependant des ruptures de tendances inégales selon les produits ayant été observées entre 1977 et 1985, il est nécessaire d'observer l'évolution comparée de la demande en volume et du prix relatif jusqu'en 1985, pour chaque produit (rappelons que ces données ne concernent que la consommation à domicile des ménages).

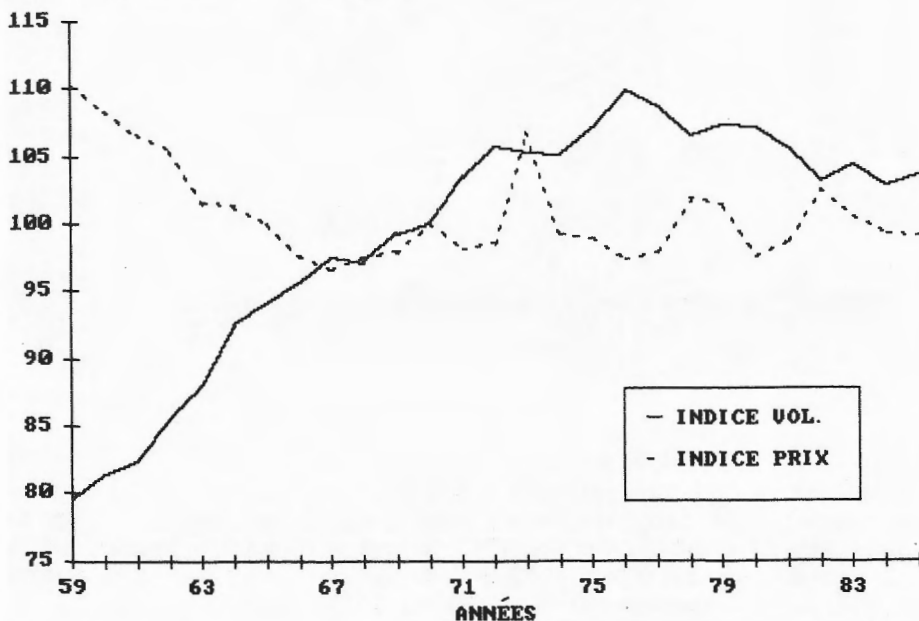
Ensemble des boissons alcooliques (graphique 1)

Selon l'INSEE (Darmon, 1983) les évolutions relatives des prix et de la demande pour l'ensemble des boissons alcooliques, entre 1959 et 1981, peuvent être caractérisées ainsi :

« De 1959 à 1967 le prix relatif a décliné sensiblement ($-1,7\%$ par an), entraînant une croissance de la consommation en volume par tête d'environ 1% . A partir de 1968 les prix relatifs s'orientent à la hausse jusqu'en 1973 où ils subissent une forte hausse ($+8,5\%$ en un an), entraînant un ralentissement de la consommation ($+0,7\%$ en volume par tête et par an) alors que le pouvoir d'achat continuait à croître au même rythme ; depuis 1973 enfin ils sont à nouveau en baisse jusqu'en 1977, remontent légèrement en 1978 et 1979 et baissent sensiblement en 1980 (-5%). Mais cette baisse récente des prix relatifs n'a pas entraîné un redémarrage de la consommation de boissons alcooliques qui reste orientée à la baisse ($-0,6\%$ par tête en volume de 1973 à 1980) » (p. 116).

GRAPHIQUE 1 :

Total des boissons alcooliques



Si l'on observe les courbes complétées jusqu'en 1985 on constate qu'en fait, au-delà de variations annuelles assez fortes des prix, la courbe de la demande en volume présente une tendance, assez marquée, à la régression entre 1976 et 1985.

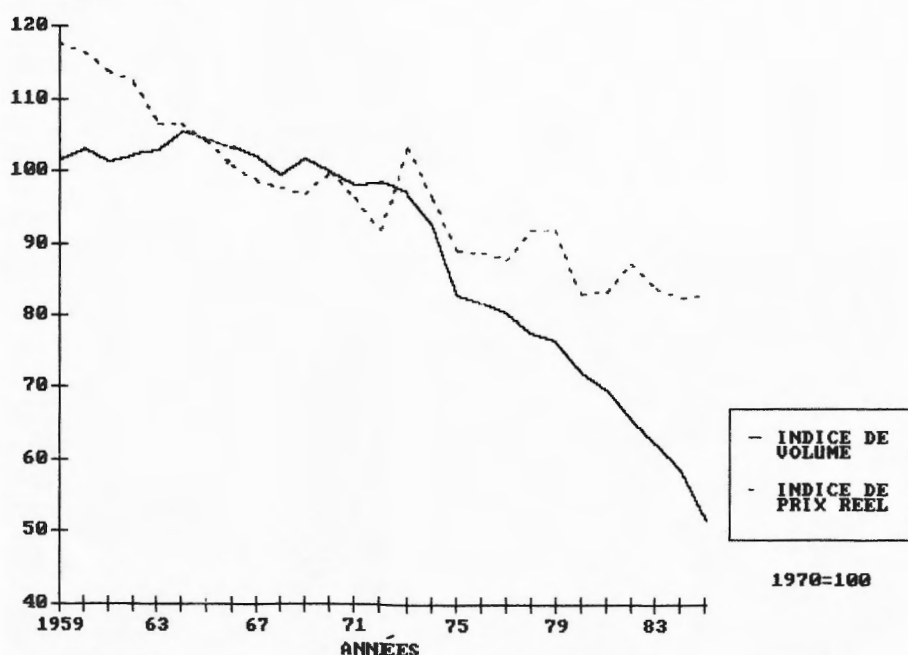
Vin

• Vins courants (graphique 2)

La caractéristique majeure est la décroissance continue de la demande en volume depuis le milieu des années 1960, avec une accélération sensible à partir de 1975, alors même que l'on observe une baisse régulière des prix relatifs. On notera la hausse ponctuelle des prix en 1973.

GRAPHIQUE 2 :

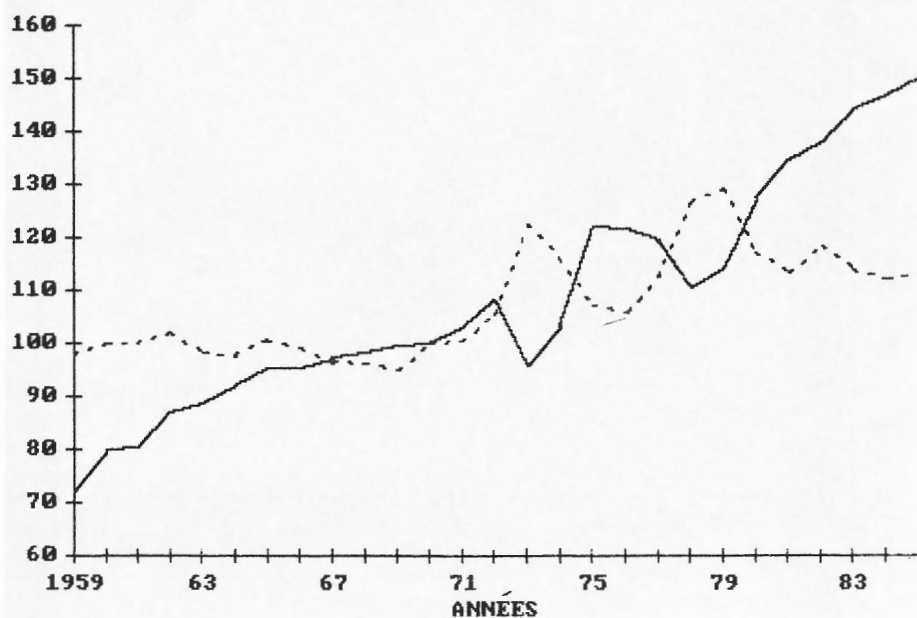
Vins courants



• Vins AOC (graphique 3)

Contrairement aux vins courants le trend est croissant, mais l'élasticité par rapport aux prix relatifs apparaît assez forte. En particulier la baisse des prix relatifs depuis 1980, entraîne une forte hausse de la demande en volume. Entre 1972 et 1980 on note de fortes fluctuations de prix, avec notamment une pointe en 1973.

GRAPHIQUE 3 :

Vins A.O.C.

- *Champagnes et mousseux* (graphique 4)

On observe le même type de relation que pour les AOC : trend croissant de la demande en volume, avec une forte hausse à partir de 1974, en raison de la stabilisation des prix relatifs, mais avec une élasticité à court terme assez forte.

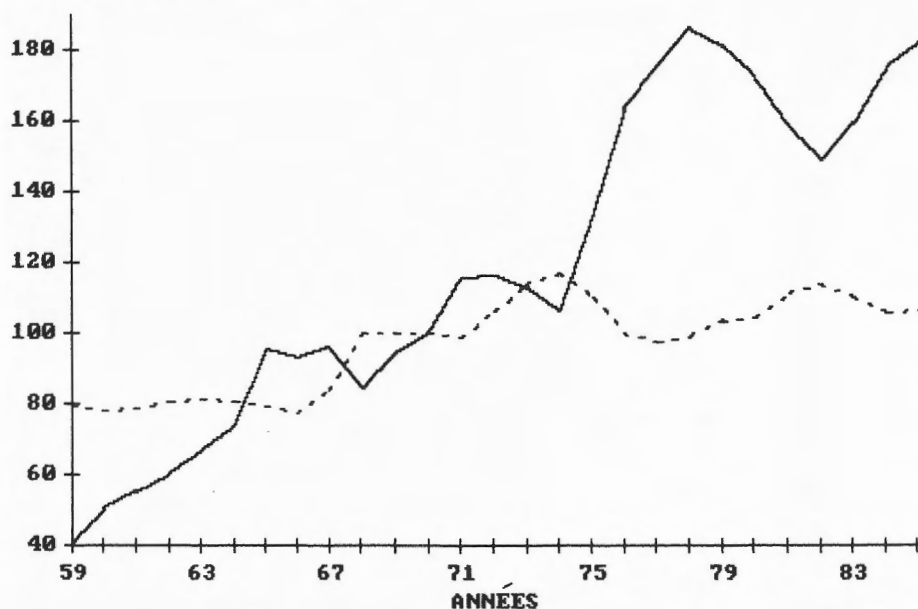
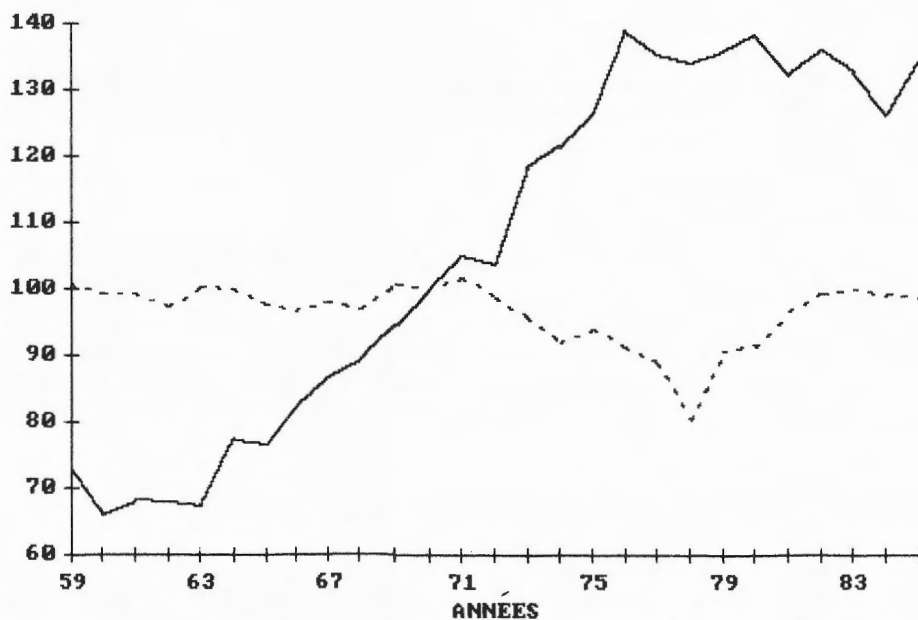
Bière (graphique 5)

Croissante jusqu'en 1976, la demande en volume régresse depuis. Il est remarquable de noter que les prix relatifs ont, eux, diminué jusqu'en 1978, et n'ont augmenté qu'ensuite. La rupture de tendance de la demande en 1976 ne paraît donc pas explicable comme une réaction aux prix (1976 est, curieusement, l'année de la consommation record de bière, en raison de la très grande chaleur de l'été).

Spiritueux

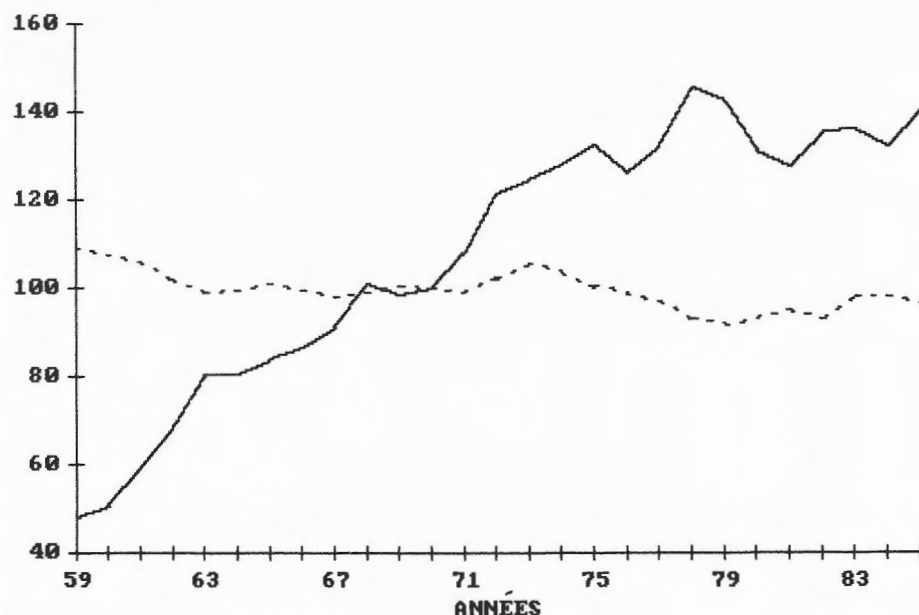
- *Eaux-de-vie* (graphique 6)

Après une croissance soutenue jusqu'en 1978, la demande en volume régresse légèrement depuis, en liaison directe avec une hausse, lente mais continue, des prix relatifs depuis cette date.

GRAPHIQUE 4 :**Champagnes et mousseux****GRAPHIQUE 5 :****Bière**

GRAPHIQUE 6 :

Eaux-de-vie



• Apéritifs et liqueurs (graphique 7)

La demande en volume a fortement augmenté de 1959 à 1974, bien que les prix relatifs aient cessé de décroître à partir de 1968.

Depuis 1974 la demande en volume est stagnante, les prix relatifs marquant la même stabilité, avec cependant un léger décrochage en 1978 (curieusement accompagné cette année-là par une baisse sensible de la demande).

On retiendra de ce survol des évolutions comparées de la demande et des prix des boissons alcooliques, que seule une analyse fine par produit (ou groupe de produits homogènes) permet une bonne compréhension des mécanismes à l'œuvre.

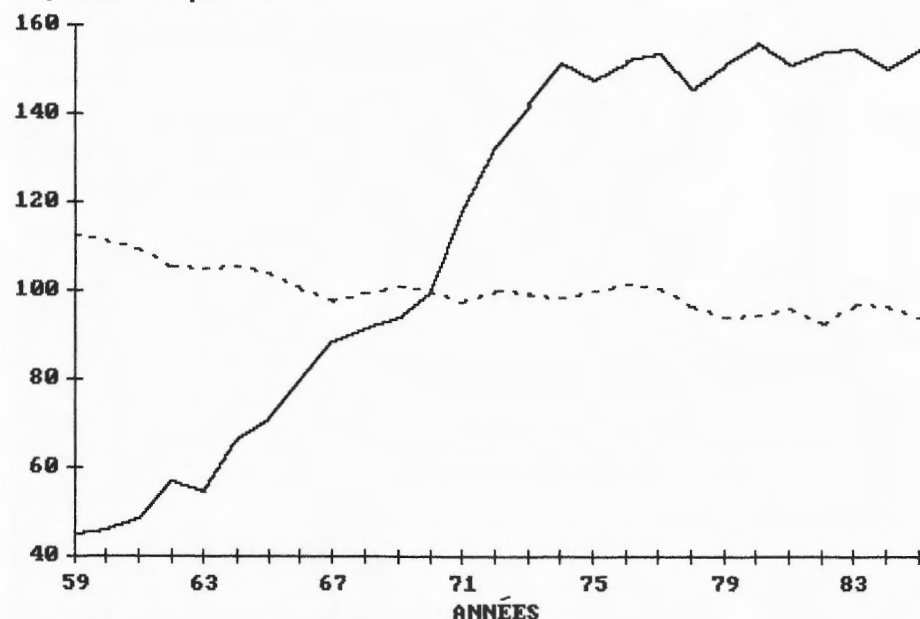
Il convient de distinguer les vins d'une part et les autres boissons alcooliques d'autre part.

• Pour le poste vin, le phénomène majeur est une régression tendancielle lourde de la demande de vins courants (avec même une accélération récente), qui s'exprime malgré la baisse marquée des prix relatifs.

L'évolution relative aux vins AOC est l'opposé de la précédente, pour la demande en volume, avec cependant des variations annuelles

GRAPHIQUE 7 :

Liqueurs et apéritifs



fortes, manifestant une élasticité élevée par rapport aux prix relatifs, eux-mêmes déterminés par l'importance des récoltes et leur valeur qualitative, mais aussi par des phénomènes de spéculation.

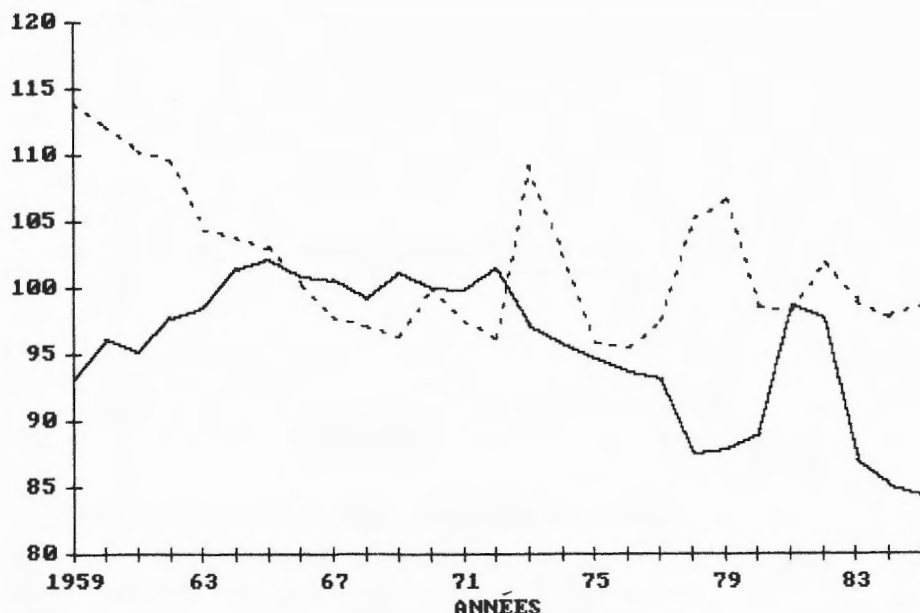
Pour autant les deux phénomènes ne se compensent pas en termes de volume de demande, puisque celle-ci décroît tendanciellement pour l'ensemble du poste « Vins tranquilles » (graphique 8), malgré une certaine stabilité des prix relatifs.

De leur côté les champagnes et mousseux connaissent toujours un marché en expansion, notamment depuis que les prix relatifs semblent mieux maîtrisés et stabilisés.

- Pour la bière et les spiritueux, produits plus industrialisés (c'est-à-dire non influencés par les variations de récoltes comme dans le cas du vin), on observe des relations plus classiques entre variation de la demande et variation des prix.

Il est cependant curieux de constater des ruptures importantes de tendance (pour l'essentiel un arrêt de la croissance de la demande en volume), à des époques sensiblement différentes :

- 1974 pour les liqueurs et apéritifs,
- 1976 pour la bière,
- 1978 pour les eaux-de-vie.

GRAPHIQUE 8 :**Vins tranquilles**

On peut penser qu'il s'agit de ruptures s'inscrivant dans le contexte de crise instauré depuis 1973. On notera cependant que pour la bière l'inflexion de la demande est intervenue alors même que les prix relatifs continuaient à décroître.

D'une façon générale, les explications proposées par l'INSEE à propos des évolutions constatées depuis 1973, notamment dans le cas des boissons, se rattachent à deux types d'hypothèses :

— « La première explication réside dans une accélération des changements de préférence de la part des ménages. Le brusque changement de situation économique a pu hâter le déclin de certains produits proches de la saturation : cas des boissons alcooliques.

— La deuxième explication réside dans une véritable mutation du comportement qui conduit les ménages à remettre en cause leur schéma de hiérarchie des besoins et à limiter la consommation de certains produits jugés superflus : ceci semble être le cas des boissons sans alcool » (Darmon, 1983, p. 44).

On retiendra donc que « la crise » a beaucoup plus affecté la demande de boissons sans alcool que celle de boissons alcooliques, qui, ainsi, n'apparaissent pas comme faisant partie des consommations les plus superflues qui peuvent être réduites en premier lorsque les revenus se détériorent.

Pour autant les mutations concernant la consommation d'alcool en France sont fortes, mais les plus importantes — qui concernent le vin — sont antérieures à 1973.

Comme on l'a déjà signalé nombre de ces mutations ne semblent pas explicables par le jeu des seules variables économiques classiques (prix, revenus), et renvoient à des aspects démographiques et/ou socio-culturels. Il convient dès lors d'essayer d'observer, et de comprendre, les comportements individuels.

1.2. Influence des variables socio-démographiques : l'approche des comportements individuels

Le vin restant, de très loin, la principale source d'alcool consommée en France, et constituant, actuellement, le principal vecteur de la baisse de sa consommation, on l'analysera spécifiquement, avant d'aborder l'ensemble de la consommation d'alcool.

1.2.1. Le cas particulier de la consommation de vin

L'enquête INRA-ONIVIT de 1980 et son actualisation de 1985 (Boulet et alii, 1981, 1986), ont permis de réaliser une étude fine des comportements de consommation de vin en France.

On peut résumer ainsi les principaux apports de ces travaux :

— La différenciation régionale des comportements de consommation du vin est très forte, et oppose les zones Nord-Est et Ouest, où cette consommation est relativement peu répandue, au Centre-Ouest, Sud-Ouest et Sud, où le vin fait partie des habitudes alimentaires de toutes les catégories de la population. Cependant entre 1980 et 1985 les écarts se sont sensiblement réduits, par un recul net de la consommation dans les zones où elle était traditionnellement très répandue.

Il convient de souligner par ailleurs que le Nord et le Sud se différencient en termes de modes de consommation : au Nord les vins sont assez fortement alcoolisés et sont bus le plus souvent purs ; au Sud les vins ont un titre alcoolique plutôt faible, et ils sont bus fréquemment dilués.

— En moyenne nationale, trois grands types d'attitudes à l'égard du vin s'observent dans la population :

- les non consommateurs,
- les consommateurs occasionnels (volume moyen bu par an = 30 l),
- les consommateurs réguliers (volume moyen bu par an = 170 l).

On a pu constater (du moins entre 1980 et 1985) que l'évolution relative de ces trois groupes (au sein de la population de plus de 14 ans) permettait de comprendre le mécanisme de régression de la consommation de vin en France :

	Pourcentage de la population (> 14 ans) en		Variation 1985/1980 de chaque catégorie en %
	1980	1985	
Consommateurs réguliers	47	38	- 19
Consommateurs occasionnels	30	32	+ 7
Non consommateurs	23	30	+ 30
	100	100	

En cinq ans cette évolution a représenté la disparition d'environ deux millions de consommateurs de vin.

— Les consommateurs occasionnels (qui de 39 % des consommateurs de vin en 1980, en représentent 46 % en 1985) sont surtout présents chez les jeunes (et en ce sens semblent caractériser un effet de génération) les femmes, les urbains et plus généralement les sédentaires.

— Ce déplacement du statut du vin dans la société, qui de boisson (énergétique) quotidienne, tend à devenir une boisson (d'agrément) de circonstance, se réalise au détriment des vins de table et au profit des « vins fins ».

— Ce faisant, le mode d'alcoolisation s'en trouve sensiblement modifié :

- augmentation du degré alcoolique moyen des vins consommés ;
- augmentation de la proportion de vins bus purs ;
- concentration dans le temps des moments de consommation, autour des circonstances de convivialité : invitations, restaurant...

— La distribution des volumes individuels de vin consommés n'a pu être qu'approchée dans le cadre de cette enquête. On retiendra que :

- un tiers des consommateurs de vin boit en moyenne 40 à 59 cl par jour ;
- 4,2 % des consommateurs de plus de 10 ans absorbent plus d'un litre de vin par jour, dont 2,8 % plus d'un litre et demi ;
- parmi les consommateurs de vin, si 66 % des hommes boivent moins de 60 cl de vin par jour, c'est le cas pour 86 % des femmes : les hommes boivent les deux tiers du vin consommé en France.

Quant aux déterminants de cette profonde mutation dans les comportements de consommation du vin, outre l'effet de génération déjà signalé, qui fait que les jeunes se positionnent différemment de leurs aînés à l'égard de ce produit, on retiendra que parmi leurs motivations les non consommateurs et les consommateurs occasionnels de vin citent (en second rang après l'affirmation qu'ils aiment peu ou pas ce produit), les questions de santé. Il semblerait donc qu'une proportion — sans doute croissante — de Français, aient actuellement intériorisé l'idée qu'une consommation quotidienne d'alcool à chaque repas, soit

préjudiciable à la santé (définie au sens large et pas seulement sous l'aspect pathologique).

C'est bien entendu le vin courant, boisson de table traditionnelle des Français qui supporte ce renversement d'opinion et de comportements.

1.2.2. Analyses globales des processus d'alcoolisation

Le colloque d'Esclimont organisé en 1983 par le Haut Comité sur le thème des « Différences régionales des consommations d'éthanol et des risques d'alcoolisation pathologiques » (HCEIA, 1984), a tenté un premier bilan des études disponibles et des résultats acquis, concernant l'observation des comportements de consommation d'alcool dans la population.

Dans le même esprit on indiquera ci-après quelques résultats remarquables d'études récentes, permettant d'approcher la différenciation des comportements individuels en matière d'alcoolisation, et ses déterminants.

Etude Aquitaine

En 1982 une équipe de chercheurs (Fréour et alii, 1982) a réalisé une enquête épidémiologique en Aquitaine, sur la consommation d'alcool, auprès d'un échantillon de 5 000 hommes de 40 à 75 ans.

Cette étude a permis de construire, pour la population observée, les histogrammes de distribution, d'une part de la consommation quotidienne d'alcool au moment de l'enquête, d'autre part de la consommation quotidienne d'alcool maximale, au cours de la vie (ces deux distributions étant de type gaussio-logarithmique).

Il est apparu que 11 % des hommes observés dans l'échantillon, étaient abstinents au moment de l'enquête, dont 6 % l'étaient devenus en cours de vie. Plus généralement 27,8 % avaient diminué ou stoppé leur consommation d'alcool au cours de leur vie, ce qui traduit une assez grande plasticité des comportements.

En matière de seuils théoriques de risque, les deux limites de 100 g et 200 g d'alcool par jour, sont franchies par les proportions suivantes d'individus :

	Pourcentage de l'échantillon ayant consommé plus de	
	100 g/j	200 g/j
Consommation au moment de l'enquête ..	19,4 %	1,7 %
Consommation maximale antérieure	30,4 %	5,8 %

Les CSP comportant les plus fortes proportions de « gros buveurs » (plus de 150 g/j) sont : les ouvriers agricoles (25 %), les personnels de service (21 %), les agriculteurs (17 %), les ouvriers (16 %).

Cette étude a par ailleurs mis en relief des différences de comportements de consommation très accusées entre le département des Pyrénées-Atlantiques et celui des Landes, qui semblent ne pouvoir s'expliquer que par des différences de contextes socio-culturels.

Enquête Languedoc-Roussillon

Réalisée en 1985-1986, cette enquête sur les pratiques de consommation des boissons de la population de plus de 15 ans (Balmès, Boulet, Picheral, 1989) a permis (sur la base des consommations observées et des fréquences de consommation déclarées) d'établir une typologie de ces comportements en trois grands profils.

Dans cette typologie, le groupe à fort niveau de consommation d'alcool (indice du niveau moyen de la population régionale = 100 ; niveau du groupe : 220), et qui réunit 8,9 % de la population de la région, comporte un fort pourcentage de jeunes (16-24 ans) de sexe masculin, issus de ménages ouvriers. Leur consommation porte sur toutes les boissons alcooliques, et notamment la bière et les spiritueux. Une consommation associée de tabac apparaît nettement. Le taux d'accidents corporels au cours des cinq dernières années est, dans ce groupe, significativement plus élevé que dans la moyenne régionale.

A l'opposé un groupe de faibles consommateurs d'alcool, qui réunit 52,7 % de la population observée, apparaît constitué de deux sous-groupes :

- le premier (48 % de la population), contient une forte proportion de femmes (66,5 %) et de personnes âgées (25,4 % de plus de 64 ans). Socialement il s'agit plutôt d'inactifs et de revenus modestes, le niveau moyen de consommation d'alcool est à 48 (pour un niveau 100 dans l'ensemble de la population) et l'on retrouve dans ce sous-groupe les 13,8 % de la population totale (28,6 % de l'effectif du sous-groupe) ne consommant jamais d'alcool. Si la consommation de tabac est plutôt faible (58,5 % de non fumeurs), par contre on observe une surconsommation de médicaments par rapport à l'ensemble de la population observée ;

- le second sous-groupe (4,7 % de la population) est plutôt constitué de personnes jeunes (66,8 % de moins de 35 ans, contre 35,4 % dans l'ensemble, dont 37,5 % de 16 à 25 ans, contre 16,8 %). Le niveau moyen de consommation est à l'indice 34, et en particulier 53,1 % des personnes de ce sous-groupe (contre 39 % en moyenne) ont déclaré n'avoir bu la veille de l'enquête que du café, du thé, de l'infusion... ou de l'eau, les 47 % restants présentant une assez forte consommation de boissons sans alcool. La consommation de tabac dans ce sous-groupe est proche de la moyenne, par contre on observe une certaine surconsommation de sucre.

1.3. L'enquête sur la santé et les soins médicaux

Réalisée en 1980-1981 conjointement par l'INSEE, le CREDOC et l'INSERM (SESI, 1983, 1984) cette enquête décennale sur la consommation médicale comportait des questions sur les habitudes de consommation des boissons alcooliques (échantillon national de 16 220 personnes de plus de 14 ans).

Raisonnant en terme de verre de boisson alcoolique (estimé à 10 g d'alcool quelle que soit la boisson), l'enquête a permis de mettre en évidence quelques faits marquants :

- Les deux tiers des hommes, contre seulement un tiers des femmes boivent régulièrement de l'alcool. La proportion de personnes prenant plus de 6 verres par jour (environ 60 g d'alcool) est de 8,5 % chez les hommes et 0,6 % chez les femmes. Chez les hommes, 3,8 % d'entre eux dépasseraient les 100 g d'alcool par jour.
- Par extrapolation, les auteurs de l'étude estiment à 1 738 000 (dont 1 639 000 hommes) le nombre de personnes de plus de 14 ans qui, en France, consomment plus de 70 g d'alcool pur par jour.
- La proportion de consommateurs réguliers d'alcool augmente avec l'âge, du moins chez les hommes : un quart des 15-19 ans, la moitié des 20-24 ans, les trois quarts des 35-44 ans et 85 % des plus de 65 ans. Chez les femmes la proportion se stabilise à 50 % à partir de 35 ans.
- Par contre la quantité consommée journalièrement est maximale entre 45 et 54 ans chez les hommes, entre 35 et 44 chez les femmes.

Parmi les hommes de 45 à 54 ans, 1 sur 5 boit 6 verres ou plus par jour, 1 sur 20 en boit 10 ou plus.

- Chez les jeunes (jusqu'à 25 ans) la bière est plus consommée que le vin, celui-ci devenant ensuite la source de plus en plus exclusive d'alcool consommé, à mesure que l'âge s'élève.
- Au regard des catégories sociales, la proportion de consommateurs de 9 verres quotidiens ou plus est la plus élevée (chez les hommes), chez les agriculteurs, les salariés agricoles, les ouvriers non qualifiés, les personnels de service. Ce résultat rejoint celui enregistré dans l'enquête Aquitaine (cf. supra).

2 - Eléments de prospective

A partir de l'analyse des évolutions récentes de la consommation d'alcool on peut essayer de cerner les tendances probables pour les prochaines années et effectuer des prévisions à moyen terme. Dans ce qui suit, et à l'aide de différentes approches on cherchera à préciser le niveau probable de consommation en 1990 (rappelons que les dernières statistiques connues à la date de rédaction de ce rapport se rapportent à l'année 1985).

2.1. Estimation statistique des quantités

Le graphique 9, présentant l'évolution de la consommation totale d'alcool par personne de plus de 14 ans, possède la propriété remarquable de comporter des séries de points disposés presque parfaitement sur une droite, notamment pour deux périodes : 1963-1980 et 1980-1987.

La tendance 1963-1980, ajustée par régression linéaire aboutit à la droite suivante : $C = 25,2 - 0,26 t$ ($t_1 = 1963$ et $r = -0,95$).

Cet ajustement conduit aux prévisions de 19,1 litres en 1985 et 17,8 litres en 1990.

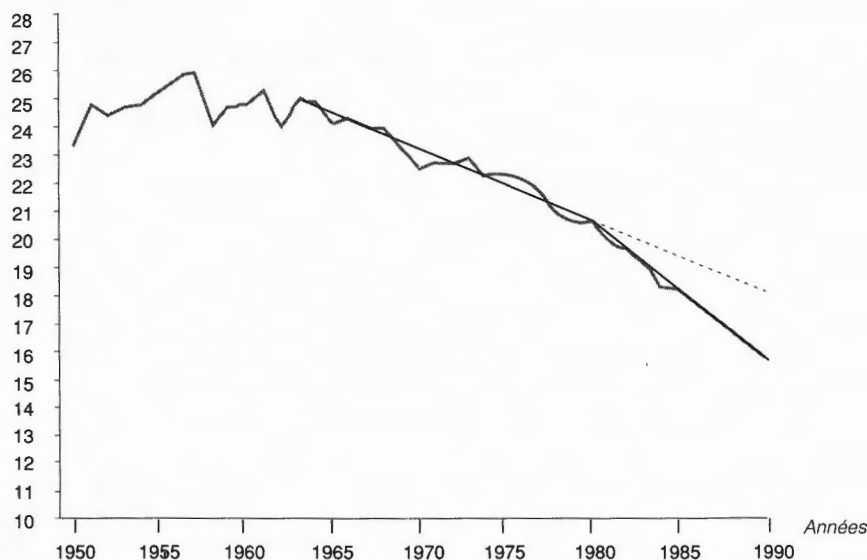
Le graphique 9 montre que depuis 1981 la tendance s'est infléchie, et que les huit points 1980-1987 peuvent être ajustés selon une nouvelle droite de régression, d'équation : $C = 20,88 - 0,48 t$ ($t_1 = 1980$ et $r = 0,97$).

GRAPHIQUE 9 :

Evolution de la consommation individuelle totale d'alcool

Source : HCEIA, Indicateurs d'alcoolisation, 1990

(litres d'alcool pur / personne de plus de 14 ans / an)



Ce nouvel ajustement conduit à un niveau de consommation de 15,6 litres en 1990. Ce chiffre, bien entendu, n'exprime que la stricte

prolongation mécanique de la tendance observée. En l'occurrence, il est statistiquement « risqué » puisqu'il n'y a que huit points connus pour trois points estimés.

2.2. Estimation des achats

2.2.1. Estimation économétrique

L'étude de l'INSEE réalisée en 1983 (Darmon) a porté sur une projection de la consommation des ménages à 1990, par groupe de produits.

Dans le cas des boissons alcooliques, l'ajustement (selon un modèle semi-logarithmique) sur la période 1959-1979, met en évidence une élasticité de la demande en volume par rapport au prix relatif de - 0,26 à court terme et - 0,56 à long terme. Entre 1959 et 1967 la décroissance nette du prix relatif, au taux moyen de - 1,7 % par an, s'est traduite par une croissance soutenue de la demande en volume par tête, au taux moyen de 1 % environ.

A partir de 1968, et malgré une hausse ponctuelle marquée en 1973, la tendance des prix relatifs est une relative stabilité. Malgré cela la demande en volume présente une tendance nettement décroissante entre 1976 (indice 109,9) et 1985 (indice 103,5).

Utilisant le modèle économétrique ajusté sur la période 1959-1979 l'étude de l'INSEE retient une hypothèse de croissance assez forte du prix relatif (entre 1980 et 1990, un taux global de 14 %, soit 1,4 % en moyenne), entraînant une très légère croissance de la demande de boissons alcooliques par tête (+ 0,2 % par an), la ramenant en 1990 au niveau de 1976.

Cependant, l'auteur ajoute :

« Mais compte tenu de l'évolution observée de 1980 à 1982, cette prévision doit être considérée comme un maximum et on peut penser que toute politique qui aurait pour conséquence une augmentation encore plus forte des prix relatifs ne pourrait qu'accélérer cette tendance à la baisse de la consommation de boissons alcooliques observée depuis 1973 en France » (Darmon, 1983, p. 117).

2.2.2. Estimation statistique

L'ajustement linéaire de la tendance observée entre 1976 et 1985 sur la courbe d'évolution de la demande de boissons alcooliques en volume, conduit à un résultat sensiblement différent du précédent (graphique 1, p. 27).

L'équation de la droite d'ajustement (volume de la demande exprimé en indice, base 100 en 1970), est : $D = 110,0 - 0,75 t$ ($t_1 = 1976$ et $r = - 0,93$). Selon cette équation l'estimation du point pour 1990 est à l'indice 98,75.

2.3. Estimations raisonnées

Le principal inconvénient des méthodes de prévision par ajustement statistique ou économétrique est de prolonger soit des tendances passées (ajustement statistique) soit des relations passées entre variables (ajustement économétrique).

En l'occurrence la demande de boissons alcooliques ayant été affectée au cours des dernières années d'inflexions de tendances pour la plupart des produits, il semble utile de « raisonner » les prévisions, de façon analytique.

2.3.1. Facteurs favorables à la baisse de consommation d'alcool en France

La tendance de la consommation moyenne d'alcool par habitant est à la baisse depuis 15 ans et s'est accélérée depuis 5 ans : on peut donc accorder quelque validité aux projections statistiques :

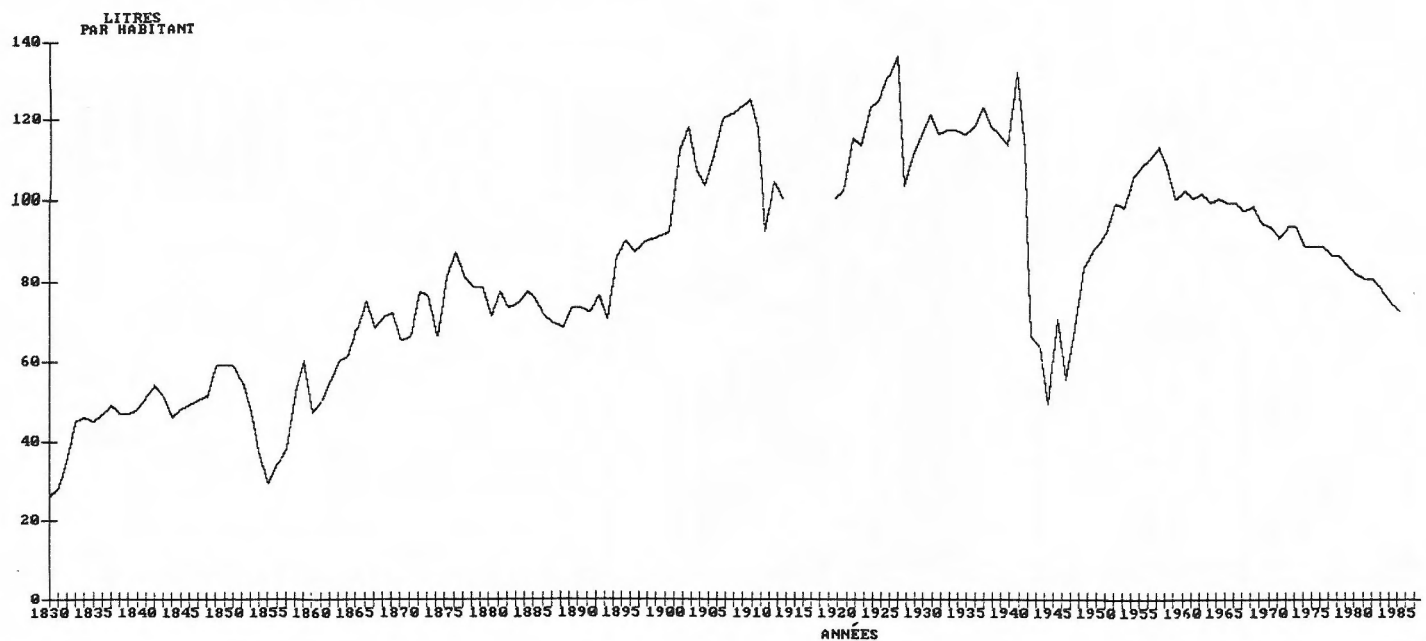
- Si l'on analyse le vecteur de cette baisse, il s'agit, rappelons-le, de la forte diminution de la consommation de vin de table, depuis 30 ans, accentuée depuis 10 ans. Cette mutation apparaît comme un véritable fait de société, au regard de la tendance séculaire antérieure de croissance de la consommation de vin en France (graphique 10). Elle s'est manifestée régulièrement depuis la fin des années 1950, malgré une lente détérioration des prix relatifs, et ne semble pas, à très court terme, devoir s'interrompre.

Malgré le coût croissant du soutien du marché des vins de table par la CEE, il ne semble pas que l'on puisse s'attendre à une baisse brutale des prix au détail (susceptible d'enrayer le recul de la demande), en raison des fortes tensions sociales que cette situation pourrait créer dans les régions productrices.

A l'opposé, si la progression sensible de la demande de vins fins peut (notamment si l'on y inclut les champagnes et mousseux) compenser *en valeur* le recul de la demande de vins de table, cette compensation ne se réalise pas *en quantité*.

Les tendances actuelles affectant l'ensemble de la consommation du vin semblent donc appelées à se poursuivre, au moins à court terme.

On doit cependant supposer qu'une telle évolution, aussi régulière et marquée soit-elle, ne se prolongera pas jusqu'au point zéro, la question étant d'apprécier le niveau de stabilisation probable. A cet égard les comparaisons internationales peuvent s'avérer utiles : dans la CEE, le recul de consommation en Italie est strictement comparable à celui observé en France, alors que le niveau de consommation individuelle progresse en RFA (graphique 14, p. 21). La consommation moyenne par habitant, dans la CEE à 10, s'établit tendanciellement à 45 litres, niveau également atteint en Espagne. On peut donc admettre, comme hypothèse provisoire que la consommation en France puisse descen-

GRAPHIQUE 10 :**Evolution de la consommation taxée de vin par habitant (de 1830 à 1985)**

dre jusqu'au niveau de 50/60 litres par habitant (le niveau actuel étant de 75 litres).

- Concernant la consommation de bière, l'inflexion de 1976 semble liée à une modification de comportement des consommateurs, indépendamment d'une influence mécanique telle que la hausse du prix relatif. Celle-ci étant cependant intervenue à partir de 1978, elle ne peut, si elle se poursuit, qu'entretenir le recul de la consommation à domicile.

L'industrie de la brasserie ayant fondé beaucoup d'espoirs sur la publicité télévisée pour relancer la demande, la fermeture de ce créneau risque de limiter sa capacité de réaction. On peut alors envisager que la défense de la rentabilité des entreprises passe par une augmentation des marges unitaires, donc des prix de détail, et que cela entretienne le recul des achats des ménages pour la consommation à domicile (la consommation hors domicile étant moins sensible au prix des produits).

On notera que le faible niveau des taxes spécifiques sur la bière (moins de 0,20 F par litre) ne fournit pas aux Pouvoirs publics un moyen pour faire monter les prix au détail.

- Dans le domaine des spiritueux c'est sans doute le niveau des prix relatifs qui reste un des principaux déterminants de l'évolution des achats des ménages pour la consommation à domicile. Le niveau élevé des taxes assises sur le titre alcoolique donne aux Pouvoirs publics une assez bonne maîtrise des prix au détail, et donc de l'évolution de la consommation en volume.

- Globalement, il est difficile d'apprécier l'influence des mesures de prévention (campagnes de modération) et/ou de répression (alcoolémie au volant) sur l'évolution de la consommation d'alcool.

En d'autres termes on ne sait pas ce que seraient le niveau et l'évolution de la consommation en l'absence de ces actions.

Il semble par contre que l'on puisse admettre que « l'ambiance générale » dans la société française soit à une moindre tolérance à l'égard de l'alcool (que ce soit au regard de problèmes de mortalité, de morbidité, de diététique, d'esthétique corporelle, de mode de vie...) et que cette « ambiance » joue un rôle non négligeable dans le recul constaté de la consommation (cela a été mis en évidence dans le cas du vin).

2.3.2. Facteurs défavorables à la baisse de consommation d'alcool en France

Nous n'aborderons pas ici les aspects psycho-sociologiques des comportements individuels, conférant un statut à l'alcool dans la vie des individus, et entraînant sa consommation. Nous ne nous intéresserons qu'aux réactions de l'offre face à toute réduction des débouchés.

En l'occurrence la baisse significative de la consommation d'alcool en France confronte les producteurs et distributeurs de ce produit à des problèmes économiques plus ou moins graves.

Trois niveaux peuvent être envisagés du point de vue des modalités d'adaptation de l'offre à un recul de la demande :

1. Une relance de la demande par les prix

En matière de prix on a vu que pour le principal produit (vin de table) la baisse du prix relatif n'enrayait pas la baisse de consommation. Pour les spiritueux le poids des taxes réduit la marge de manœuvre des fabricants. Seule la brasserie pouvait utiliser cette variable sous réserve de gains de productivité qui préservent les marges bénéficiaires : il ne semble pas que cette industrie, déjà très modernisée, dispose de beaucoup de réserves de productivité.

Par contre il est possible d'agir sur les prix apparents : dans le domaine des spiritueux on a vu se réduire la contenance des récipients, ou le titre alcoolique des boissons (apéritifs anisés) en période de hausse des taxes.

2. Une relance de la demande par la publicité

Concernant la publicité, l'importance du recul de la consommation de vin de table a déclenché, pour la première fois dans l'histoire de ce secteur, une très importante campagne nationale, de longue durée, financée par l'association interprofessionnelle.

De la même façon, depuis deux ans, la brasserie a lancé une campagne nationale collective.

Ces deux importantes offensives publicitaires sont des campagnes de produits et non de marques, témoignant de la solidarité des partenaires d'un même secteur, face à une situation jugée préoccupante.

Quant aux spiritueux, et en particulier aux boissons du groupe 5, le vide juridique créé par les distorsions entre les réglementations française et européenne et par la condamnation de la France par la Cour de justice européenne en 1980 et 1982, a été exploité par un certain nombre de firmes pour conduire des campagnes sur des supports interdits par la réglementation française.

Plus généralement les fabricants et distributeurs de spiritueux font un effort de communication pour réhabiliter l'alcool :

« Les fabricants ont fait des efforts tant en matière de communication que d'innovation : par des initiatives originales ils ont su tourner à leur profit l'argumentation antialcoolique, et marquer des points dans la bataille médiatique en exploitant habilement les conseils de modération prônés par le BVP (Bureau de vérification de la publicité), en créant eux-mêmes l'IREB (Institut de recherches scientifiques, économiques et sociales sur les boissons) chargé d'établir à l'aide d'arguments scientifiques, le distinguo entre alcoolisme et consommation modérée d'alcool » (Revue *Points de vente*, n° 308, 1^{er} octobre 1986, p. 117).

Cependant l'adoption, en juin 1987, de la loi interdisant toute publicité sur les chaînes de télévision privées, constitue un nouveau blocage, qui semblait partiellement levé depuis 1985.

3. Une relance de la demande par l'innovation sur les produits

L'article cité ci-dessus poursuivait ainsi, à propos de la stratégie des fabricants de spiritueux : « Ils ont également pu donner un coup de fouet à des marchés menacés par la routine en lançant de nombreux produits plus légers, aux goûts originaux, et aussi plus conformes aux nouvelles habitudes de consommation » (id. p. 118).

Longtemps caractérisé par la défense de la tradition, le secteur des boissons alcooliques s'est, depuis quelques années (et à l'initiative du secteur de la brasserie, le plus dynamique en la matière) lancé dans une intense activité d'innovation sur les produits, selon trois axes principaux :

- Le recul de la consommation affectant principalement les boissons de repas (vin), l'offre d'alcool s'est orientée vers le créneau dit des « boissons de loisirs ».
- La consommation « excessive » d'alcool étant condamnée, la diversification a porté sur des produits moins riches en alcool, ou à consommer dilués (longs drinks, spiritueux « light », panachés, *light-wines*, *wine-coolers*, etc.).⁴
- L'étape ultime est la fabrication de versions sans alcool de boissons alcooliques traditionnelles (bière, pastis).

Ces tendances, apparemment favorables à la baisse de consommation d'alcool (du moins pour la seconde et la troisième), peuvent en fait produire des effets complexes, qu'il est encore prématuré d'observer (Boulet, Montaigne, 1985).

Le principal effet « pervers » (au regard de la baisse de la consommation d'alcool) que peut produire une telle logique de diversification, est la relance ou l'accès à la consommation d'alcool de catégories faiblement consommatrices ou non consommatrices (jeunes, femmes), soit directement par les boissons à faible teneur en alcool, soit indirectement par les boissons sans alcool (pouvant préparer le goût pour la consommation ultérieure de la version avec alcool : bière, pastis).

Par ailleurs le premier avantage immédiat, pour les fabricants, de l'existence de « boissons alcooliques sans alcool », est de briser les interdictions publicitaires. Par exemple, malgré la nouvelle loi, la bière est présente à la télévision : par la bière sans alcool (publicité qui précise qu'elle est sans alcool), et par le panaché (publicité qui ne dit pas — mais écrit discrètement — qu'il est sans alcool, et qui précise qu'on sent bien le goût de la bière, mais pas trop celui de la limonade). Ces produits peuvent donc être consommés depuis le plus jeune âge...

Quant au vin et aux « boissons uvaies » (équivalent français des *wine coolers*), dont l'existence juridique et fiscale commence à se préciser, il s'agit d'une révolution technologique et... culturelle, dont on ne peut

prévoir pour l'instant l'ampleur et l'impact économique, ni même si elle aura lieu.

3 - Conclusion : **Une consommation en baisse, mais...**

La consommation globale d'alcool en France régresse lentement depuis 1963, plus nettement depuis 1977.

En moyenne statistique par habitant cette régression apparaît soutenue.

En comparaison internationale, selon les statistiques publiées par *Produktschap voor gedistilleerde dranken* — Pays-Bas — (et en considérant des moyennes triennales 1985-1987), la France reste le premier pays consommateur d'alcool au monde (13,2 litres d'alcool pur par habitant) devant l'Espagne (12,1 litres), le Portugal (11,6 litres) et la Hongrie (11,2 litres).

Il semble plausible de penser que les tendances récentes vont se prolonger à court terme, notamment si les efforts pour limiter la consommation d'alcool (campagnes de modération, limitation de la publicité, taxation, répression contre l'alcoolémie élevée sur la route, ...) sont poursuivis.

Cependant on peut s'attendre à ce que le niveau de consommation atteigne un palier, la question étant, bien entendu, de connaître le niveau auquel se situera ce palier.

Par ailleurs, les producteurs et distributeurs de boissons alcooliques, tout en essayant de s'adapter aux contraintes croissantes, ne désespèrent pas de relancer la demande ou du moins de la stabiliser, chacun sur son créneau de marché.

Enfin, les évolutions constatées sont caractérisées également par une modification importante de la structure des boissons alcooliques consommées : la baisse de consommation affecte essentiellement les boissons consommées au repas (vin), alors que se développent (au moins relativement) les boissons consommées hors repas (bière, spiritueux). Plus généralement il semble que la prise d'alcool soit moins étalée dans le temps, et plus concentrée lors de certaines circonstances « conviviales » (apéritif, bon repas...).

Ces modifications dans la nature des produits consommés, comme dans les modes de consommation, ont certainement des conséquences sur l'alcoolisme. Sont-elles de même nature que la réduction des volumes consommés ?

BIBLIOGRAPHIE

- Aubey C., Boulet D.
1984. — La consommation d'alcool en France de 1950 à 1982. — *Bulletin du HCEIA*, n° 4, pp. 269-284.
1985. — La consommation d'alcool en France régresse et se transforme. — *Economie et Statistique*, n° 176, pp. 47-56.
- Balmès J.L., Boulet D., Picheral H.
1989. — L'alcoolisation en Languedoc-Roussillon. — HCEIA, Série Documents, Paris, La Documentation Française, 212 p.
- Bernard J.
1980. — L'alcoolisme. Rapport au président de la République. — Paris, La Documentation Française, 65 p. + annexes.
- Boulet D., Huguet J.-Y., Laporte J.-P.
1982. — La consommation du vin en France. — INRA-Montpellier, ONIVIT-Paris : Tomes I à VI, Actualisation 1985.
- Boulet D., Montaigne E.
1985. — Le développement des boissons à faible teneur en alcool : les enjeux d'une innovation. — *Bulletin du HCEIA*, n° 2, pp. 211-228.
- Damiani P., Massé H.
1985. — Etudes sur la consommation d'alcool (par sexe et par âge). Liaison avec le tabac. — *Bulletin du HCEIA*, n° 2, pp. 189-195.
1986. — L'alcoolisme en chiffres : données générales et applications de méthodes d'analyse statistique. — HCEIA, Paris, La Documentation Française, 143 p.
- Darmon D.
1983. — La consommation des ménages à moyen terme. Réestimation sur les données récentes des modèles de consommation et projection à 1990. — INSEE, *Archives et documents*, n° 92.
- Fouquet A.
1970. — Projection de la consommation alimentaire pour 1975. — Collections de l'INSEE, *Série M*, n° 5.
1976. — Les grandes tendances de la consommation alimentaire. Exercice pour 1980. — Collections de l'INSEE, *Série M*, n° 56.
- Fréour P. et al.
1982. — L'alcoolisation en Aquitaine - Epidémiologie. — HCEIA, Série Documents, Paris, La Documentation Française, 149 p.
- Got I.
1986. — Les indicateurs nationaux et régionaux de l'alcoolisation en France. — Thèse Médecine, Paris, Université R. Descartes, 200 p.

HCEIA

1984. — Les différences régionales des consommations d'éthanol et des risques d'alcoolisation pathologique. — Colloque d'Esclimont, mars 1983. Série Colloques et Congrès du Haut Comité, Paris, La Documentation Française, 263 p.

IREB

1986. — Les jeunes Français face à l'alcool. Résultats d'une enquête nationale sur leurs attitudes et comportements. — Paris, 131 p. + annexes.

SESI (Service des statistiques, des études et des systèmes d'information)

1983. — Quelques résultats sur les consommateurs de boissons alcooliques et de tabac en France en 1980. — Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, *Informations Rapides*, n° 20.

1984. — Habitudes de consommations de boissons alcooliques et de tabac et recours aux soins. — Ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, *Solidarité Santé Etudes Statistiques*, n° 1-2.

ANNEXE

Difficultés méthodologiques pour la connaissance de l'alcoolisation en France

La seule source statistique cohérente pour connaître la consommation alimentaire (et singulièrement la consommation de boissons et de boissons alcooliques) des Français, est l'enquête annuelle de l'INSEE sur la consommation alimentaire et les lieux d'achat.

Source irremplaçable, et fournissant des séries homogènes depuis 20 ans, cette enquête présente, au regard du phénomène alcoolisation, trois limites majeures :

— Elle ne concerne que la consommation des ménages à domicile, ce qui, pour certaines boissons (telles que les vins AOC ou la bière), peut éliminer de son champ d'observation près de la moitié du marché intérieur.

— Elle est, traditionnellement, considérée comme affectée d'une forte sous-estimation dans les réponses relatives aux achats de boissons alcooliques.

— Elle concerne les achats du ménage (observés pendant une semaine), et non pas la consommation des individus.

Il résulte de cette situation que l'approche de l'alcoolisation en France ne peut être actuellement réalisée que par les méthodologies suivantes :

- en valeur et en quantités, l'enquête alimentaire de l'INSEE fournit quelques indications des comportements moyens des ménages selon des critères socio-démographiques et géographiques.

Mais les biais de l'enquête aboutissent au résultat paradoxal que les dépenses et/ou quantités consommées par ménage, apparaissent les plus faibles... dans l'Ouest. En valeur, les séries de la comptabilité nationale relatives aux achats des ménages (issues de l'enquête alimentaire de l'INSEE, et « redressées » pour tenir compte des sous-déclarations), permettent, par rapprochement avec les séries de prix, une approche économétrique globale de la demande par produit ;

- en quantité, la consommation globale d'alcool est estimée à partir des diverses sources disponibles et notamment fiscales, qui permettent de couvrir l'ensemble de la consommation : à et hors domicile. Mais les séries disponibles ne peuvent pas être ventilées selon les critères socio-démographiques autres qu'une moyenne statistique par tête ;

- en l'absence de données observées sur la distribution de la consommation d'alcool dans la population, certains travaux sont conduits sur l'estimation statistique théorique de cette consommation à partir des données de mortalité (Damiani, Massé, 1985, 1986) ;
- les comportements individuels d'alcoolisation sont approchés par des études ad hoc, le plus souvent régionales (cf. notamment étude Aquitaine en 1982, étude Languedoc-Roussillon en 1989).

Ces études, riches de données épidémiologiques, devraient, au minimum, être homogénéisées sur le plan méthodologique (le Haut Comité travaille à mettre au point une base méthodologique pour les travaux qu'il subventionne), et si possible systématisées.

Ce n'est qu'à partir d'une enquête nationale régionalisée (ou d'une systématisation d'enquêtes régionales plus ou moins simultanées), qu'il sera possible d'avoir une connaissance correcte des processus d'alcoolisation en France.

III - La distribution des consommations d'alcool dans la population et son évolution : quelques éléments

J.P. Cotton

Les indicateurs d'alcoolisation présentés dans la première partie de ce document, élaborés à partir des statistiques de consommation taxées fournies par la Direction générale des Impôts et à partir d'estimations de l'autoconsommation, ont une carence principale : c'est qu'ils ne sont que des moyennes rapportées à la population globale âgée de 15 ans ou plus. A ce titre, ils ne permettent pas d'estimer la consommation moyenne réelle, c'est-à-dire rapportée aux seuls buveurs (hormis les abstinents). D'autre part ils ne donnent aucune information sur l'évolution de la consommation de groupes plus restreints que la population d'ensemble, non plus que sur la forme de la distribution des consommations individuelles dans la population.

Or, ce qui caractérise l'alcool, c'est l'extrême dispersion des consommations individuelles, ainsi que des conséquences de cette alcoolisation sur la santé : les individus ne sont pas égaux devant l'alcool. Aucun modèle statistique ne permet, dans l'état actuel de l'alcoologie, de connaître rigoureusement la courbe de répartition des consommations individuelles : le modèle de Ledermann, basé sur une loi de répartition log-normale, est aujourd'hui remis en question par la plupart des chercheurs ; il reste cependant la meilleure approximation théorique, en l'absence de modèle de remplacement. En fait, il semble que sa validité soit bien meilleure quand on se limite à certains groupes, plus homogènes au regard de l'alcoolisation que la population globale.

Car une part importante de la variance totale de la consommation d'alcool s'explique par les différences des consommations moyennes de certains groupes (variance intergroupe), même si la dispersion à l'intérieur de ces groupes (variance intra-groupe) reste forte :

- différence entre les sexes d'abord : quoique l'habitude de consommer des boissons alcooliques tende à se diffuser parmi les femmes, les hommes conservent une alcoolisation beaucoup plus massive, en niveau et en fréquence ;
- différence aussi selon la tranche d'âge ; ici les évolutions observées sont la résultante complexe de deux phénomènes : *l'effet d'âge*, d'une part, qui caractérise les modifications de consommation liées au vieillissement ;

lisement, à l'état de santé qui se dégrade ; *l'effet de génération*, d'autre part qui permet de prendre en compte les nouvelles habitudes de consommation des jeunes générations, que n'avaient pas connues leurs aînées. L'effet d'âge serait, en théorie, représentable par une loi statistique immuable selon les générations, ou qui n'évoluerait qu'à long terme (notamment à cause des progrès de la technique médicale, ou de l'amélioration de la qualité des boissons) ; l'effet de génération serait par contre beaucoup plus imprévisible et ne serait accessible qu'à l'observation empirique le plus souvent ;

— différences enfin selon le milieu social (caractérisé par exemple par la catégorie socio-professionnelle) ou selon le lieu d'habitation : opposition entre milieu rural et milieu urbain ; différences entre les régions.

Plusieurs enquêtes nationales fournissent des éléments d'information appréciables à propos de ces différences de consommation au sein de la population française, et sur leur évolution. Nous retiendrons ici trois de ces enquêtes :

— l'enquête sur la santé et les soins médicaux, effectuée en 1980-1981 par l'INSEE avec la collaboration du CREDOC, du SESI, et de l'INSERM (voir [1]), auprès d'un échantillon de 7 323 ménages représentatifs de l'ensemble des ménages ordinaires. La consommation d'alcool est appréhendée dans cette enquête en nombre de verres d'alcool par jour, pour les personnes de 15 ans ou plus ;

— l'enquête sur les conditions de vie et aspirations des Français, conduite par le CREDOC au printemps 1987 et à l'automne 1988, auprès d'échantillons d'environ 2 000 personnes représentatives de la population française de 18 ans ou plus. Les questions posées sont d'ordre qualitatif et ne permettent pas de connaître les quantités de boissons alcooliques absorbées par jour (voir [2] et [3]) ;

— les données fournies par le CREDES sur la consommation d'alcool en 1988, à partir des résultats de l'enquête « Santé et protection Sociale » qui a pour but de compléter les données de remboursement provenant de l'échantillon permanent d'assurés sociaux de la CNAMTS. Le nombre d'enquêtés est de 7 984, représentatifs des ménages de la quasi-totalité du territoire, à l'exception de la région parisienne, ménages ayant au moins un membre assuré du régime général. La consommation est appréhendée, comme dans l'enquête Santé 1980, en nombre de verres par jour et par type de boissons : vin, bière ou cidre, apéritifs ou alcools forts (voir [4]).

Malgré les légères différences de champ, les résultats de ces trois enquêtes sont à peu près comparables. C'est évidemment la comparaison Enquête Santé 1980 - Enquête CREDES 1988 qui s'impose en priorité, à cause de la similitude des questions posées. Comme dans toutes les enquêtes de consommation, les niveaux d'alcoolisation sont probablement sous-estimés. L'objectif des trois enquêtes analysées ici n'est de toute façon pas d'établir de tels niveaux en valeur absolue, mais plutôt de mettre en évidence des typologies de la population en fonction de l'alcoolisation (et de la consommation d'autres produits psychotropes).

1) Proportion de consommateurs : une remarquable stabilité entre 1980 et 1988

Le tableau n° 1 donne la distribution de la population, par sexe, et selon le nombre quotidien de verres de boissons alcooliques consommées (en première approximation, on peut considérer qu'un verre contient environ 10 cl d'alcool pur, quel que soit le type de boisson).

TABLEAU 1
Répartition en % des consommateurs
en fonction du nombre de verres

Nombre de verres	0	1	2	3	4	5	6	7 et +
Hommes								
— Enquête Santé 1980	32,5	10,2	16,1	9,5	12,3	6,1	5,1	8,2
— Enquête CREDES 1988	32,5	11,5	16,9	11	12,1	5,9	4,8	5,3
Femmes								
— Enquête Santé 1980	60,5	16,7	13,6	3,7	3,3	1,0	0,5	0,7
— Enquête CREDES 1988	60,8	18,7	10,8	5,3	2,3	1,1	0,6	0,5

On constate qu'en 1988, 67,5 % des hommes et 39 % des femmes de 15 ans ou plus consomment quotidiennement un ou plusieurs verres de boissons alcooliques.

Par rapport aux résultats de 1980, on observe dans l'ensemble une remarquable stabilité : la proportion d'abstinents reste de 32,5 % pour les hommes et d'environ 61 % pour les femmes (en fait, dans ces abstinents, sont comprises aussi les personnes qui consomment de temps à autre une boisson alcoolique, mais sans périodicité régulière).

Pour les hommes, la proportion de moyens consommateurs (de 1 à 3 verres par jour) augmente entre 1980 et 1988, passant de 35,8 % à 39,4 %. Par contre les forts consommateurs (4 verres ou plus par jour) diminuent de 31,7 % à 28,1 % : *la diminution touche en fait surtout les très forts consommateurs* (7 verres ou plus par jour) qui passent de 8,2 % à 5,3 % du total.

Pour les femmes, la proportion des consommatrices de niveau moyen (1 à 2 verres par jour) baisse légèrement, passant de 30,3 % à 29,5 %. Par contre les *fortes consommatrices* (3 verres ou plus par jour) *augmentent*, passent de 9,2 % à 9,8 %.

L'alcoolisation pathogène

Ces chiffres permettent de répondre à une question souvent posée : combien y a-t-il d'alcooliques en France ? Sous cette forme, la question est mal formulée : les experts s'accordent en effet à reconnaître que les termes « alcoolique » ou « alcoolisme » ne sont pas susceptibles d'une définition claire et scientifique. Ces termes ont d'ailleurs une connotation *extrêmement dangereuse*, car favorisant le *rejet et l'exclusion* : *l'alcoolique, c'est toujours l'autre*. La réalité est toute différente : il n'y a pas de barrière immuable qui séparerait une population de « consommateurs normaux » et une population d'« alcooliques ». Toute personne qui consomme de l'alcool peut à plus ou moins long terme compromettre sa santé, physique ou mentale, ou perdre son statut professionnel ou social, en fonction du niveau et de la régularité de sa consommation, ainsi que de beaucoup d'autres facteurs d'ordre physique, socio-culturel, économique, ou purement individuel : aussi ne peut-on fixer à coup sûr un seuil, valable pour toute personne, en dessous duquel la consommation d'alcool serait sans aucun danger. Par contre, de l'avis unanime des spécialistes, au-dessus d'un seuil de 4 verres par jour pour les hommes et de 3 verres (et même peut-être moins) pour les femmes, la consommation est pathogène, à coup sûr ou du moins avec une très forte probabilité.

Il existe aussi des risques pour les consommateurs se situant en dessous de ces seuils : en fait toute consommation quotidienne est dangereuse, si elle n'est pas ponctuée régulièrement par de longues périodes d'abstinence.

En raisonnant sur la base des seuils sus-mentionnés, et compte tenu d'une population totale en 1988 de : 21 304 267 hommes et 23 022 107 femmes de 15 ans ou plus, les résultats de l'enquête CREDES permettent de formuler la conclusion suivante :

En 1988, 6 millions d'hommes (soit 28,1 % des hommes de 15 ans ou plus) et 2 250 000 femmes (soit 9,8 % des femmes de 15 ans ou plus) présentaient une alcoolisation pathogène, susceptible de compromettre à plus ou moins long terme leur santé ou leur statut familial, social, ou professionnel.

Ces données permettent de mesurer l'ampleur de la tâche qui attend encore les responsables de la prévention.

2) La consommation d'alcool selon le sexe et l'âge

D'après les données du CREDES, le nombre de consommateurs croît nettement avec l'âge (voir tableau 2) : ainsi 15 % des hommes de 15 à 19 ans, 39 % de 20 à 24 ans, 76 % de 35 à 44 ans et 87 % des hommes de 75 ans ou plus consomment quotidiennement de l'alcool. Chez les femmes, on observe aussi cette croissance de la proportion de consommatrices, mais jusqu'à 50 ans : au-delà, la proportion de femmes consommatrices n'augmente pas.

GRAPHIQUE 1 :

Répartition de la population selon le nombre de verres consommés

Source : Th. Lecomte, J.L. Volatier - Consommation d'alcool et de tabac en 1988 - Décembre 1989, CREDES

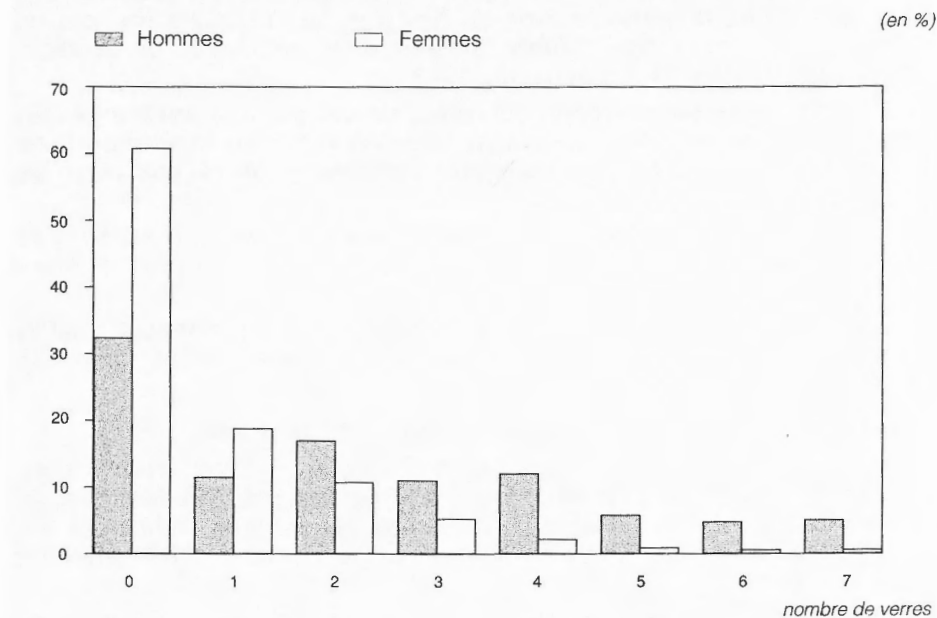


TABLEAU 2
Proportion de consommateurs selon l'âge
(en %)

Age	15-19	20-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et +
Hommes								
0	85,5	60,7	37,7	23,8	19,9	19,8	11,2	13,4
1 à 2	12,3	26,1	25,2	31,8	30,7	23,2	41,2	48,4
3 à 4	1,9	8	20,5	26	27,3	32,6	36	25,4
5 à 8	0,3	3,9	14,9	14,5	18,2	18,3	11,1	11,8
9 et +	0	1,3	1,8	3,9	4	6,1	0,6	1
Femmes								
0	97,2	84,6	72,7	55	46,4	46,8	47,7	48,6
1 à 2	1,2	11,4	19	33	41,9	38,9	37,8	45,7
3 à 4	1,1	3,6	6,6	8,7	8,4	13	12,1	3,2
5 à 8	0,5	0,4	1,6	3,3	3	1,3	1,7	2,4
9 et +	0	0	0	0	0,3	0	0,7	0

Il est intéressant d'étudier plus à fond l'alcoolisation selon l'âge, notamment en fonction du type de boisson, et en analysant l'évolution entre 1980 et 1988. Les tableaux 3 et 3 bis permettent de comparer, à huit ans d'intervalle, le nombre moyen de verres bus par jour selon le sexe, la tranche d'âge et le type de boisson. Les résultats mettent en évidence des profils très différents pour les divers types de boisson. Observons d'abord la situation en 1988 :

- la consommation moyenne de verres de vin par âge augmente très sensiblement avec la tranche d'âge, pour atteindre un maximum dans la tranche d'âge 55-64 ans pour les hommes et 65-74 ans pour les femmes ;
- la bière enregistre un profil analogue, mais le niveau maximum se situe beaucoup plus tôt : entre 25 et 34 ans pour les hommes et entre 35 et 44 ans pour les femmes ;
- pour les apéritifs et digestifs, on n'observe pas à proprement parler un maximum, mais un pallier, qui s'étend des 20-24 ans aux 55-64 ans, pour les deux sexes.

Passons maintenant aux évolutions entre 1980 et 1988 :

- le nombre moyen de verres de vin baisse entre 1980 et 1988 pour les classes d'âges jusqu'à 54 ans (jusqu'à 44 ans pour les femmes), et la diminution est très forte pour les jeunes générations (celles qui ont moins de 25 ans en 1988) : il y a là à l'évidence un fort effet de génération ;
- le nombre de verres de bière ou de cidre (la consommation de cidre a d'ailleurs un caractère négligeable pour la population d'ensemble) baisse pour toutes les classes d'âge et les deux sexes ;
- pour les apéritifs et alcools forts, on observe par contre une évolution inverse : le nombre moyen de verres consommés a fortement progressé entre les deux enquêtes, pour toutes les tranches d'âge et pour les hommes aussi bien que pour les femmes. Cette évolution semble contradictoire avec celle qui est mise en évidence par les indicateurs du HCEIA, présentée dans la première partie de cet ouvrage : légère baisse de la consommation en alcool pur par adulte de 1980 à 1985, et stabilisation après. En fait, cette contradiction apparente peut s'expliquer par plusieurs raisons :
- de par la forme des questions posées, l'enquête CREDES et l'enquête Santé ne retiennent que les buveurs réguliers, voire quotidiens : or, pour les spiritueux, ceux-ci représentent moins de 5 % de la population ;
- les indicateurs du HCEIA sont exprimés, pour les spiritueux, directement en alcool pur, tout en regroupant des boissons de degrés alcooliques très différents : la divergence pourrait s'expliquer par un report des consommations des boissons à fort degré alcoolique vers celles à degré plus faible.

TABLEAU 3
Nombre moyen de verres consommés par jour
(Enquête CREDES 1988)

Age	15-19	20-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et +
<i>Hommes</i>								
Vin	0,12	0,44	1,41	2,16	2,24	2,63	2,45	2
Bière-Cidre	0,08	0,37	0,54	0,47	0,45	0,44	0,14	0,18
Alcool	0,04	0,23	0,24	0,24	0,25	0,21	0,11	0,24
Total :	0,25	1,04	2,19	2,87	2,95	3,28	2,69	2,42
<i>Femmes</i>								
Vin	0,06	0,09	0,4	0,65	0,85	0,87	0,91	0,69
Bière-Cidre	0,02	0,07	0,09	0,2	0,11	0,05	0,04	0,11
Alcool	0	0,09	0,1	0,1	0,09	0,11	0,06	0,06
Total :	0,8	0,25	0,59	0,95	1,05	1,03	1,02	0,86

TABLEAU 3 BIS
Nombre moyen de verres consommés par jour
(Enquête SESI 1980)

Age	15-19	20-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65-74	75 et +
<i>Hommes</i>								
Vin	0,2	0,8	1,6	2,3	2,6	2,5	2,4	2,3
Bière-Cidre	0,3	0,7	0,9	0,8	0,8	0,6	0,5	0,3
Alcool	0,01	0,06	0,11	0,13	0,13	0,11	0,06	0,05
Total :	0,5	1,5	2,6	3,2	3,5	3,2	2,9	2,6
<i>Femmes</i>								
Vin	0,1	0,3	0,5	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7
Bière-Cidre	0,1	0,2	0,2	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Alcool	0	0,02	0,03	0,03	0,02	0,03	0,01	0,02
Total :	0,2	0,4	0,8	1,1	1,0	1,0	0,9	0,8

(les légères différences dans les additions en colonne proviennent d'effets d'arrondis)

Si la croissance de la consommation moyenne d'apéritifs ou de digestifs mise en évidence par les données du CREDES doit être relativisée, à cause du caractère imprécis de l'unité de mesure, et à cause du fait que seuls les buveurs réguliers sont retenus pour le calcul, il y a cependant là un signal qui peut laisser présager un *redémarrage de la consommation de spiritueux*, ou du moins de certaines catégories de spiritueux ; et ce d'autant plus qu'il existe d'autres signaux convergents :

— d'après les deux vagues de l'enquête CREDOC, au printemps 1987 et à l'automne 1988, le nombre des personnes qui ne consomment jamais d'apéritifs ou d'alcools forts diminue de manière significative entre 1987 et 1988, passant de 30 % à 25 %.

— Les séries de l'INSEE : « consommation annuelle des résidents et non résidents », qui regroupent consommation à domicile et hors domicile, font apparaître une légère reprise de la consommation moyenne par habitant d'apéritifs et d'eaux-de-vie et liqueurs depuis 1985, sans cependant retrouver en 1987 les niveaux du début de la décennie.

— Les données, toutes récentes (automne 1989) du panel INTERCOR montrent que les ventes en magasins ne baissent que pour le cognac et l'armagnac, qui sont surtout des produits d'exportation. On observe par contre des croissances soutenues pour les alcools blancs et les anisés, une reprise confirmée du porto, un ralentissement sur les whiskies et les cocktails, et un statu quo sur les punches.

3) Les évolutions au cours du cycle de vie : effet d'âge et effet de génération

— Les courbes de consommation présentées dans la première partie de cet ouvrage n'ont qu'une valeur descriptive et ne permettent aucunement de prévoir d'éventuelles inflexions de tendance. Celles-ci dépendent dans une large mesure de deux phénomènes :

— quelle sera la consommation des nouvelles générations ? Suivront-elles le modèle de leurs aînées, ou bien auront-elles une relation différente à l'alcool ?

— ceux qui consomment actuellement de l'alcool modifieront-ils, de manière statistiquement significative, leur consommation, et pour quels motifs ?

L'enquête menée par le CREDOC en 1988 sur les conditions de vie et aspirations des Français apporte quelques éléments de réponse à ces interrogations.

18 % des Français déclarent avoir diminué leur consommation d'alcool dans les cinq années ayant précédé l'enquête. Les motifs invoqués sont variables :

- 43 % l'ont fait pour garder la forme ;
- 14 % sur les conseils d'un médecin ;
- 10 % pour des raisons familiales ;
- 9 % pour des raisons de sécurité au volant.

Il y a donc là un phénomène qui n'est pas du tout négligeable, sans cependant que l'on puisse mettre en évidence d'évolution dans le temps, de ce type de comportement.

L'analyse des résultats par type de boisson et leur comparaison, quand cela est possible, avec ceux de l'enquête Santé 1980, fait apparaître deux modèles principaux d'évolution qui, par bien des côtés, sont inverses l'un de l'autre : le vin d'une part, les spiritueux (apéritifs et alcools fort) d'autre part.

Le vin à table : un fort effet de génération

L'habitude de boire du vin à table est d'abord le fait des hommes âgés, comme le montrent les graphiques 2 et 2 bis.

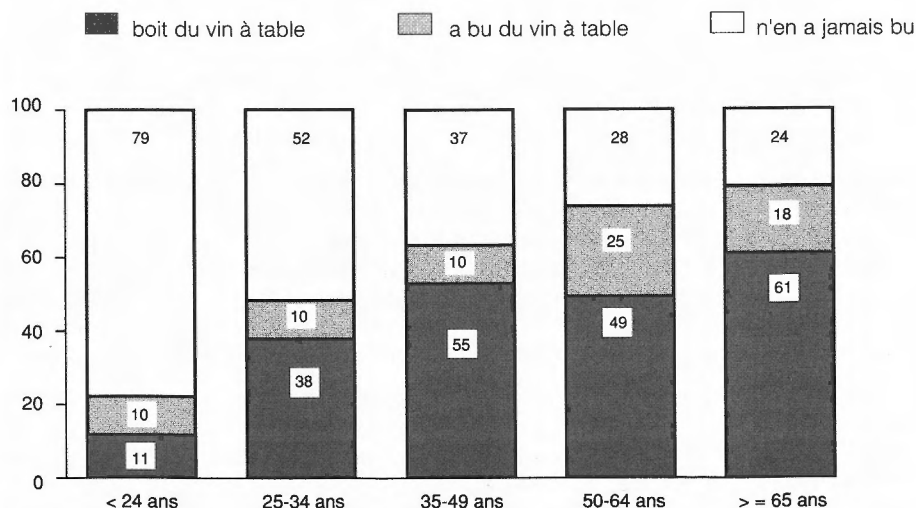
Pour les hommes comme pour les femmes, la consommation de vin augmente avec l'âge, pour deux raisons : d'une part les générations récentes boivent moins de vin que leurs aînées ; d'autre part, une proportion assez importante de la population ne commence à boire du vin à table que tardivement. Pratiquement personne cependant ne commence à boire du vin à table après 35 ans.

Or, le nombre de personnes qui n'ont jamais bu de vin à table est beaucoup plus élevé chez les hommes de 35 à 49 ans que dans la tranche d'âge supérieure : cette habitude alimentaire est en voie de diminution assez rapide.

GRAPHIQUE 2 :

Boire du vin aux repas quotidiens selon l'âge Hommes

(en %)

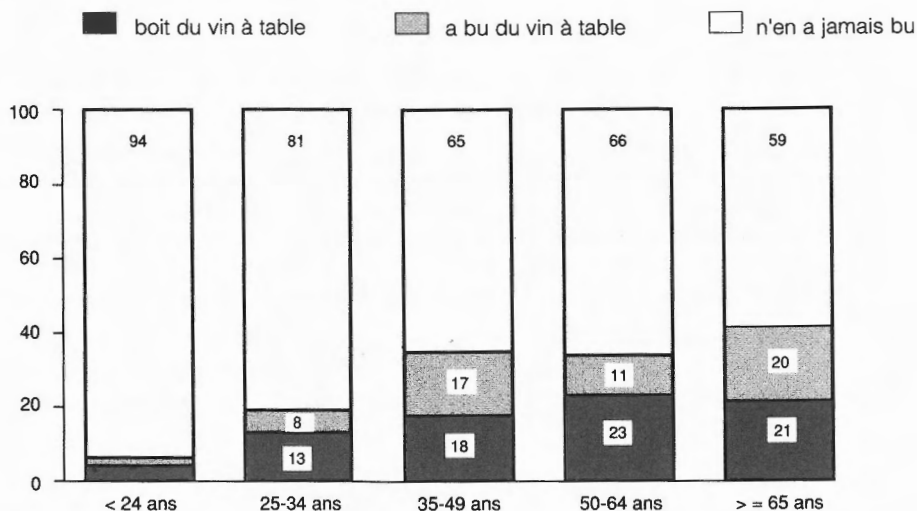


Source : CREDOC

GRAPHIQUE 2 bis :

Boire du vin aux repas quotidiens selon l'âge Femmes

(en %)



Source : CREDOC

La comparaison avec l'enquête Santé 1980 est assez difficile, à cause de la forme différente des questions. Comme le montre le tableau 4, les évolutions par âge sont comparables entre les deux enquêtes : les consommateurs sont plus nombreux dans les tranches d'âge élevées.

Le nombre de consommateurs importants est assez semblable : 28 % des hommes boivent au moins 1/4 de litre par repas dans l'enquête de 1988, contre 24 % buvant 4 verres par jour dans l'enquête de 1980. Pour les femmes, ces pourcentages sont respectivement de 5 % et 4 %. Par contre les non consommateurs sont beaucoup plus nombreux en 1988 qu'en 1980 : 57 % des hommes et 82 % des femmes en 1988, contre 40 % des hommes et 66 % des femmes en 1980.

Il y a là à l'évidence un effet de génération, facilement visible sur le tableau 4 : ainsi, 35 % des hommes de 20 à 24 ans buvaient du vin en 1980, contre 15 % en 1988. Mais la comparaison des deux enquêtes permet aussi de mettre en évidence des modifications de comportement du fait de l'âge : les hommes qui avaient de 20 à 24 ans en 1980 ont de 28 à 32 ans en 1988, et ils sont 41 % à boire de vin. En fait, chez les hommes, seules les générations qui avaient de 20 à 24 ans et

de 25 à 34 ans en 1980 boivent plus souvent du vin huit ans après. Toutes les autres générations ont perdu une bonne part de leurs consommateurs de vin en huit ans.

TABLEAU 4
Proportion de buveurs de vin
Comparaisons enquête « Santé » de 1980 (INSEE)
et enquête CREDOC de 1988

		1980		1988	
		INSEE	CREDOC (8 ans plus tôt)	CREDOC	
Hommes					
20-24 ans		35,0		14,8	
	28-32 ans		31,5		40,9
25-34 ans		36,7		36,2	
	33-42 ans		57,3		47,0
35-44 ans		68,2		48,3	
	43-52 ans		53,1		41,8
45-54 ans		74,9		43,1	
	53-62 ans		64,8		57,4
55-64 ans		86,6		56,8	
	63-72 ans		68,5		56,9
65 ans et plus		79,5		62,4	
Femmes					
20-24 ans		17,9		4,0	
	28-32 ans		13,4		15,3
25-34 ans		31,9		11,2	
	33-42 ans		22,5		15,8
35-44 ans		40,0		18,3	
	43-52 ans		28,0		21,3
45-54 ans		40,0		17,8	
	53-62 ans		33,1		23,9
55-64 ans		44,3		25,5	
	63-72 ans		26,8		18,8
65 ans et plus		43,9		20,3	

En ce qui concerne les forts consommateurs (plus d'1/4 de litre par repas) on n'observe aucune différence significative entre les générations, mais un effet d'âge très clair : la part de ces forts consommateurs augmente fortement jusqu'à 40 ans pour se stabiliser ensuite : il ne semble pas que les gros buveurs perdent leur habitude en vieillissant. Au total, l'abandon du vin à table semble être une attitude récente qui touche surtout les faibles consommateurs.

Les spiritueux : au contraire du vin, les jeunes générations de plus en plus touchées

L'enquête du CREDOC en 1988 montre, pour la consommation d'apéritifs ou de digestifs, une synergie entre effet d'âge et effet de génération chez les hommes. Les hommes de 25 à 49 ans sont plus souvent consommateurs que leurs aînés, et les forts consommateurs (plusieurs fois par semaine) se recrutent en premier lieu parmi les 25-34 ans ; ce sont essentiellement les classes actives qui sont touchées : relativement faible jusqu'à 25 ans, la consommation enregistre un maximum de fréquence en début de la période d'activité, pour diminuer ensuite. Pourtant, la baisse de consommation avec l'âge reste faible, beaucoup moins fréquente que le fait d'arrêter de fumer. Si 14 % des enquêtés déclarent avoir diminué leur consommation, il n'y a pas augmentation régulière avec l'âge de ce comportement. La diminution de la consommation avec l'âge a deux causes : d'une part, les plus âgés avaient moins souvent l'habitude de consommer, d'autre part, après 50 ans, ils diminuent leur consommation.

Pour les femmes, on note essentiellement un effet de génération : 8 % déclarent avoir diminué leur consommation, mais cette proportion ne varie pas notablement avec l'âge. La plus grande fréquence de consommation des femmes jeunes semble essentiellement due à une différence de générations. Les femmes ne sont que rarement cependant fortes consommatrices de spiritueux : le pourcentage de celles qui en boivent plusieurs fois par semaine atteint un maximum de 11 % pour les 25-49 ans.

Au total, il est important de noter que, pour les femmes comme les hommes, les jeunes générations, si elles abandonnent le vin à table, se tournent de plus en plus vers les apéritifs et alcools forts, surtout à partir de 25 ans.

Bibliographie

- (1) Les consommateurs de boissons alcooliques et de tabac. Solidarité Santé Cahiers Statistiques — n° 1 — Décembre 1984. SESI — ministère des Affaires sociales et de la Solidarité nationale.
- (2) Conditions de vie et aspirations des Français : premiers résultats de la phase XI. *Collection des Rapports*, n° 58 — CREDOC.
- (3) La consommation de produits psychotropes dans la population française. *Collection des Rapports*, n° 68 — CREDOC.
- (4) Consommation d'alcool et consommation de tabac en 1988. CREDES — 1989.

IV - Statistiques fiscales et professionnelles

1) Boissons alcooliques

TABLEAU 1
Consommation d'alcool pur dans le monde par habitant

Pays	Litres d'alcool pur		
	1985	1986	1987
1 France	13,3	13,2	13,0
2 Luxembourg	13,0	12,7	13,0
3 Espagne	11,8	11,7	12,7
4 Suisse	11,2	11,0	11,0
5 Hongrie	11,5	11,4	10,7
6 Belgique	10,5	10,3	10,7
7 RFA	10,8	10,5	10,6
8 Portugal	13,1	11,2	10,5
9 RDA	10,3	10,5	10,5
10 Italie	11,6	10,2	10,0
11 Autriche	9,9	10,0	9,9
12 Danemark	9,9	10,0	9,6
13 Bulgarie	8,8	9,3	8,9
14 Argentine	8,9	9,0	8,9
15 Australie (87/88)	9,0	8,7	8,8
16 Tchécoslovaquie	9,4	9,0	8,6
17 Pays-Bas	8,5	8,6	8,3
18 Nouvelle-Zélande	8,2	8,3	8,3
19 Canada (87/88)	7,9	7,8	—
20 Roumanie	7,9	7,8	7,6
21 Etats-Unis	8,0	7,6	7,6
22 Yougoslavie	6,3	7,4	7,6
23 Royaume-Uni	7,1	7,1	7,3
24 Pologne	7,0	7,2	7,2
25 Finlande	6,5	6,9	7,1
26 Japon	5,7	5,9	6,3
27 Chypre	5,6	5,9	6,3
28 Uruguay	5,1	5,0	5,5
29 Suède	5,2	5,5	5,4
30 Irlande	5,6	5,5	5,4
31 Grèce	6,2	4,6	5,4
32 Chili	5,6	5,0	5,2
33 Afrique du Sud	4,2	4,5	4,4
34 Norvège	4,2	4,2	4,4
35 Islande	4,0	4,1	4,1
36 Venezuela	3,1	3,1	3,7
37 URSS	5,7	3,5	3,2
38 Colombie	2,6	2,7	2,8
39 Pérou	1,6	1,9	2,2
40 Brésil	1,4	1,9	1,9
41 Paraguay	1,9	1,5	1,9
42 Mexique	1,7	1,8	1,8
43 Cuba	1,3	1,4	1,5
44 Turquie	1,0	1,0	1,0
45 Tunisie	0,7	0,6	0,6
46 Algérie	0,3	0,3	0,3
47 Maroc	0,2	0,3	0,3

Source : Produktschap voor gedistilleerde dranken, Pays-Bas, 1988.

TABLEAU 2
Consommation de vin dans le monde par habitant

Pays	Litres		
	1985	1986	1987
1 Italie	84,8	73,3	79,0
2 France	79,7	76,4	75,1
3 Portugal	87,0	70,8	64,3
4 Luxembourg	57,3	55,4	58,5
5 Argentine	60,1	59,2	58,1
6 Espagne	48	47	54
7 Suisse	49,6	48,6	49,5
8 Chili	40	35	35
9 Autriche	34,3	32,8	32,1
10 Grèce	37,3	23,7	31,8
11 Roumanie	28	28	28
12 RFA	25,6	23,3	25,8
13 Uruguay	24,3	22,0	25,7
14 Yougoslavie	17,4	27,5	25
15 Belgique	22,7	21,7	23,0
16 Bulgarie	23,4	20,2	22,1
17 Hongrie	24,8	23,2	21,5
18 Australie	21,6	20,6	21,5
19 Danemark	20,71	19,82	20,63
20 Nouvelle-Zélande	14,3	16,2	15,3
21 Pays-Bas	14,96	14,90	14,61
22 Tchécoslovaquie	16,0	12,3	13,7
23 Chypre	11,9	11,8	13,2
24 Suède	11,70	11,96	11,83
25 Royaume-Uni	9,96	10,40	11,03
26 RDA	10,3	10,9	10
27 Canada (87/88)	10,01	9,85	—
28 Etats-Unis	9,15	9,3	9,0
29 Afrique du Sud	9,7	9,3	9,0
30 Pologne	7,9	8,2	8,4
31 Islande	7,25	6,77	6,80
32 Irlande	6,1	6,1	6
33 Norvège	5,12	5,17	5,93
34 URSS	11,6	5,6	5,7
35 Finlande	4,49	4,92	5,12
36 Tunisie	3,18	3,18	3,18
37 Paraguay	1,9	1,9	1,9
38 Maroc	1,3	1,6	1,6
39 Brésil	2,5	2,4	1,5
40 Algérie	1,2	1,2	1,2
41 Japon	0,7	0,71	0,80
42 Venezuela	0,7	0,7	0,7
43 Pérou	0,6	0,6	0,6
44 Turquie	1,0	0,4	0,4
45 Mexique	0,2	0,2	0,2

Source : Produktschap voor gedistilleerde dranken, Pays-Bas, 1988.

TABLEAU 3
Consommation de bière dans le monde par habitant

Pays	Litres		
	1985	1986	1987
1 RDA	141,6	142,1	145
2 RFA	145,5	146,4	144,2
3 Tchécoslovaquie	130,8	133,4	130,0
4 Nouvelle-Zélande	115,2	120,8	121,7
5 Belgique	121,0	119,8	121,1
6 Autriche	111,6	118,5	118,3
7 Danemark	121,26	125,78	118,05
8 Luxembourg	120,4	119,3	116,5
9 Royaume-Uni	108,9	108,1	110,5
10 Australie (87/88)	115,5	111,3	108,2
11 Hongrie	92,4	99,4	100,2
12 Etats-Unis	90,3	90,8	90,1
13 Pays-Bas	84,5	86,0	84,3
14 Canada (87/88)	81,6	81,1	—
15 Irlande	77,0	77,3	75
16 Venezuela	59,5	60,7	72,4
17 Suisse	69,2	69,4	69,3
18 Finlande	61,7	65,4	68,1
19 Bulgarie	63,3	64,3	66,4
20 Espagne	61,0	62,0	64,5
21 Colombie	52,3	54,7	56,3
22 Suède	46,8	50,0	51,5
23 Norvège	47,52	50,78	51,44
24 Yougoslavie	45,9	50,1	51,0
25 Chypre	42,0	44,1	46,6
26 Afrique du Sud	38,8	41,8	46,4
27 Roumanie	40	48	44
28 Pérou	30,0	36,7	43,3
29 Japon	38	40,38	43,16
30 Portugal	38,1	38,8	40
31 France	40,1	40,4	38,9
32 Mexique	32,7	35	36,4
33 Paraguay	34	25,7	34,2
34 Brésil	22,3	31,6	33,6
35 Grèce	33,9	34,4	32,3
36 Pologne	29,5	29,7	30,4
37 Cuba	25,6	28,7	29,0
38 Italie	21,6	19,5	25,6
39 Uruguay	17,7	20,3	20,8
40 Chili	16,2	16,6	20,7
41 Argentine	13,02	17,57	18,54
42 URSS	24	17,8	18,2
43 Islande	17,0	15,8	16,0
44 Turquie	4,0	3,8	4,0
45 Tunisie	5,8	4,6	3,6
46 Algérie	3,4	2,7	3,2
47 Maroc	1,6	1,8	2,1

Source : Produktschap voor gedistilleerde dranken, Pays-Bas, 1988.

TABLEAU 4
Consommation de spiritueux dans le monde par habitant

Pays	Litres d'alcool pur		
	1985	1986	1987
1 RDA	4,8	4,9	5
2 Hongrie	5,4	5,3	4,7
3 Pologne	4,6	4,7	4,7
4 Tchécoslovaquie	3,52	3,40	3,32
5 Finlande	3,01	3,17	3,22
6 Espagne	3	3	3
7 Bulgarie	3,21	3,41	2,83
8 Canada (87/88)	2,61	2,55	—
9 Luxembourg	2,5	2,5	2,5
10 Etats-Unis	2,72	2,45	2,41
11 Islande	2,26	2,44	2,40
12 Chypre	2,1	2,3	2,4
13 Japon	2,4	2,38	2,30
14 France	2,33	2,34	2,30
15 RFA	2,37	2,29	2,24
16 Belgique	2,12	1,98	2,15
17 Pays-Bas	2,24	2,21	2,07
18 Suisse	2,18	2,08	2,04
19 Roumanie	2	2	2
20 Yougoslavie	1,9	2	2
21 Suède	2,06	2,12	1,96
22 Royaume-Uni	1,72	1,71	1,73
23 Irlande	1,8	1,7	1,7
24 URSS	3,1	1,9	1,6
25 Uruguay	1,5	1,5	1,6
26 Nouvelle-Zélande	1,72	1,4	1,6
27 Danemark	1,61	1,58	1,50
28 Autriche	1,46	1,45	1,45
29 Norvège	1,41	1,28	1,32
30 Australie (87/88)	1,22	1,20	1,3
31 Afrique du Sud	1,07	1,27	1,02
32 Italie	1,2	1,2	1,0

Source : Produktschap voor gedistilleerde dranken, Pays-Bas, 1988.

TABLEAU 5

**Evolution de la consommation totale et par personne d'alcool pur
contenu dans l'ensemble des boissons alcooliques en France
(vins, bière, cidre, spiritueux)**

Consommation : taxée, en franchise y compris une évaluation
de l'autoconsommation non déclarée

Années	Consommation totale (milliers d'hl d'alcool pur)	Consommation moyenne par adulte de 20 ans ou plus (en litres)	Consommation moyenne par adulte de 15 ans ou plus (en litres)
1970	8 499	25,0	22,3
1971	8 681	25,2	22,5
1972	8 763	25,2	22,5
1973	8 921	25,3	22,6
1974	8 766	24,6	22,0
1975	8 841	24,7	22,1
1976	8 874	24,5	22,0
1977	8 790	24,1	21,6
1978	8 530	23,2	20,8
1979	8 419	22,7	20,3
1980	8 603	23,0	20,6
1981	8 326	22,0	19,7
1982	8 286	21,7	19,5
1983	8 198	21,3	19,1
1984	7 827	20,1	18,1
1985	7 820	19,9	18,0
1986	7 722	19,5	17,6
1987	7 556	19,0	17,1

Source : INSEE.

TABLEAU 6
Evolution de la consommation totale de vin et d'alcool de vin

Variables Années	Vins de table			VDQS-AOC ⁽¹⁾			Total
	Volume réel (milliers d'hl)	Degré estimé	Milliers d'hl AP	Volume réel (milliers d'hl)	Degré estimé	Milliers d'hl AP	Milliers d'hl AP
1970	47 053	10°7	5 035	7 294	12°5	912	5 947
1971	47 779	10°8	5 160	7 503	12°5	938	6 098
1972	47 042	10°8	5 081	8 306	12°5	1 038	6 119
1973	47 635	10°8	5 145	7 945	12°5	993	6 138
1974	46 903	10°8	5 066	7 338	12°5	917	5 983
1975	45 578	10°8	4 922	8 848	12°5	1 106	6 028
1976	43 939	10°9	4 789	9 646	12°5	1 206	5 995
1977	43 572	10°9	4 749	9 951	12°5	1 244	5 993
1978	42 257	10°9	4 606	8 982	12°5	1 123	5 729
1979	40 548	10°9	4 420	8 917	12°5	1 115	5 535
1980	41 541	10°9	4 528	9 659	12°5	1 207	5 735
1981	38 729	11°	4 260	10 364	12°5	1 296	5 556
1982	36 999	11°	4 070	10 818	12°5	1 352	5 422
1983	35 335	11°	3 887	11 878	12°5	1 485	5 372
1984	33 035	11°	3 634	12 267	12°5	1 533	5 167
1985	33 114	11°	3 643	11 985	12°5	1 498	5 141
1986	31 339	11°1	3 479	12 797	12°5	1 600	5 079
1987	29 761	11°1	3 303	13 004	12°5	1 626	4 929

(1) Les vins à appellation d'origine contrôlée (AOC) comprennent les vins doux naturels et le vin de champagne. Les vins délimités de qualité supérieure (VDQS) sont inclus dans les vins de table jusqu'en 1982. Ils ne figurent ici qu'à partir de 1983.

Sources : DGI - INRA.

TABLEAU 7
Evolution de la consommation totale de bière et d'alcool de bière

Variables Années	Consommation commercialisée (milliers d'hl)	Densité moyenne de la production	Degré moyen d'alcool	Milliers d'hl AP
1970	21 043	4,72	4°75	1 000
1971	21 571	4,81	4°85	1 046
1972	20 926	4,92	4°95	1 036
1973	23 288	4,97	5°	1 164
1974	23 201	4,94	4°98	1 155
1975	23 792	4,98	5°	1 190
1976	25 715	5,05	5°1	1 311
1977	24 483	4,98	5°	1 224
1978	24 070	5,13	5°18	1 247
1979	24 389	5,11	5°15	1 256
1980	23 745	5,20	5°20	1 235
1981	23 694	5,22	5°25	1 244
1982	24 979	5,17	5°20	1 299
1983	23 963	5,19	5°20	1 246
1984	22 570	5,15	5°20	1 174
1985	22 078	5,10	5°15	1 137
1986	21 676	4,92	4°95	1 073
1987	20 932	4,96	5°	1 047

Sources : Union générale de la Brasserie française - SCEES - INSEE - Douanes.

TABLEAU 8
Evolution de la consommation totale de cidre et d'alcool de cidre

Variables Années	Consomma- tion taxée (milliers d'hl)	Autoconsom- mation (milliers d'hl)	Consomma- tion totale (milliers d'hl)	Degré moyen	Milliers d'hl AP
1970	1 675	6 325	8 000	4°5	360
1971	1 581	6 000	7 581	4°5	341
1972	1 424	5 500	6 924	4°5	312
1973	1 116	5 000	6 116	4°5	275
1974	1 089	4 500	5 589	4°5	252
1975	1 147	4 000	5 147	4°5	232
1976	1 356	3 500	4 856	4°5	219
1977	1 340	3 000	4 340	4°5	195
1978	1 207	2 800	4 007	4°5	180
1979	1 281	3 000	4 281	4°5	193
1980	1 249	2 800	4 049	4°5	182
1981	1 208	3 000	4 208	4°5	189
1982	1 266	2 700	3 966	4°5	178
1983	1 175	3 000	4 175	4°5	188
1984	1 126	2 880	4 006	4°5	180
1985	1 084	2 851	3 935	4°5	177
1986	1 077	2 794	3 871	4°5	174
1987	1 064	2 766	3 830	4°5	172

Sources : DGI - INSEE - INRA.

TABLEAU 9
Evolution de la consommation totale de spiritueux

(En milliers d'hl AP)

Variables Années	Volumes commercialisés	Dotation en franchise des bouilleurs de cru	Auto- consommation non déclarée	Total
1970	962	110	120	1 192
1971	970	116	110	1 196
1972	1 093	103	100	1 296
1973	1 173	86	85	1 344
1974	1 199	92	85	1 376
1975	1 213	93	85	1 391
1976	1 178	86	85	1 349
1977	1 202	91	85	1 378
1978	1 243	66	65	1 374
1979	1 286	79	70	1 435
1980	1 289	82	80	1 451
1981	1 186	75	75	1 336
1982	1 258	65	65	1 388
1983	1 252	71	70	1 393
1984	1 176	65	65	1 306
1985	1 234	66	65	1 365
1986	1 272	62	62	1 396
1987	1 289	59	60	1 408

Sources : DGI - INRA - INSEE.

TABLEAU 10
Evolution de la consommation totale des boissons alcooliques

(En milliers d'hl AP)

Variables Années	Vin	Bière	Cidre	Spiritueux	Total
1970	5 947	1 000	360	1 192	8 499
1971	6 098	1 046	341	1 196	8 681
1972	6 119	1 036	312	1 296	8 763
1973	6 138	1 164	275	1 344	8 921
1974	5 983	1 155	252	1 376	8 766
1975	6 028	1 190	232	1 391	8 841
1976	5 995	1 311	219	1 349	8 874
1977	5 993	1 224	195	1 378	8 790
1978	5 729	1 247	180	1 374	8 530
1979	5 535	1 256	193	1 435	8 419
1980	5 735	1 235	182	1 451	8 603
1981	5 556	1 244	189	1 336	8 325
1982	5 422	1 299	178	1 388	8 287
1983	5 372	1 246	188	1 393	8 199
1984	5 167	1 174	180	1 306	7 827
1985	5 141	1 137	177	1 365	7 820
1986	5 079	1 073	174	1 396	7 722
1987	4 929	1 047	172	1 408	7 556

Sources : DGI - INRA - INSEE.

TABLEAU 11
Evolution, par type de boisson, de la consommation d'alcool pur
par adulte de 15 ans ou plus

(En litres AP)

Années	Total	Vin	Bière	Cidre	Spiritueux
1970	22,3	15,7	2,6	0,9	3,1
1971	22,5	15,9	2,7	0,9	3,1
1972	22,5	15,8	2,7	0,8	3,3
1973	22,6	15,7	3,0	0,7	3,4
1974	22,0	15,1	2,9	0,6	3,5
1975	22,1	15,1	3,0	0,6	3,5
1976	22,0	14,9	3,3	0,5	3,4
1977	21,6	14,8	3,0	0,5	3,4
1978	20,8	14,0	3,0	0,4	3,4
1979	20,3	13,4	3,0	0,5	3,5
1980	20,6	13,8	3,0	0,4	3,5
1981	19,7	13,2	3,0	0,4	3,2
1982	19,5	12,8	3,1	0,4	3,3
1983	19,1	12,6	2,9	0,4	3,3
1984	18,1	12,0	2,7	0,4	3,0
1985	18,0	11,9	2,6	0,4	3,2
1986	17,6	11,6	2,5	0,4	3,2
1987	17,1	11,2	2,4	0,4	3,2

Source : INSEE.

2) Boissons non alcooliques

TABLEAU 12
Evolution de la consommation totale de boissons non alcooliques
 (En milliers d'hectolitres)

Années	Eaux minérales	Jus de fruits, nectars	Boissons rafraîchissantes
1970	21 641	1 243	9 651
1971	27 309	1 265	10 397
1972	29 723	1 169	11 414
1973	34 560	997	11 608
1974	31 890	905	11 982
1975	29 461	1 041	12 929
1976	30 977	1 183	13 870
1977	28 317	1 161	11 876
1978	29 001	1 140	12 567
1979	30 062	1 230	12 937
1980	29 380	1 397	12 734
1981	29 797	1 805	12 951
1982	33 628	2 054	13 823
1983	35 583	2 076	14 629
1984	36 874	1 963	15 013
1985	37 905	2 032	15 296
1986	39 949	2 062	15 727
1987	40 872	2 320	15 249

Source : INSEE.

TABLEAU 13
Evolution de la consommation annuelle de boissons non alcooliques
par habitant

(En litres)

Années	Total	Eaux minérales	Jus de fruits, nectars	Boissons rafraichissantes
1970	64,4	42,8	2,5	19,1
1971	76,4	53,5	2,5	20,4
1972	82,2	57,7	2,3	22,2
1973	90,8	66,6	1,9	22,4
1974	85,6	60,9	1,7	22,9
1975	82,6	56,0	2,0	24,6
1976	87,2	58,7	2,2	26,3
1977	78,0	53,4	2,2	22,4
1978	80,2	54,4	2,1	23,6
1979	82,7	56,2	2,3	24,2
1980	81,0	54,7	2,6	23,7
1981	82,5	55,1	3,3	24,0
1982	91,1	61,9	3,8	25,4
1983	95,7	65,1	3,8	26,8
1984	98,2	67,2	3,6	27,4
1985	100,3	68,8	3,7	27,8
1986	104,4	72,3	3,7	28,4
1987	105,3	73,6	4,2	27,5

Source : INSEE.

3) Consommation des ménages

TABLEAU 14
Structure et valeur de la consommation des ménages

(En milliards de francs)

	1970		1980		1985		1986		1987	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Produits alimentaires	112	24,5	334	20,3	560,5	19,6	587,9	19,4	606,7	18,9
<i>dont :</i>										
— boissons alcooliques	13,7	3,0	38,6	2,4	59,5	2,1	64	2,1	65,5	2,0
— boissons non alcooliques ...	2,3	0,5	7,2	0,4	14	0,5	15,3	0,5	16,2	0,5
— autres produits alimentaires	96	20,7	288,2	17,5	487	16,9	508,6	16,6	525	16,4
2. Tabac	6,9	1,5	17,5	1,1	32,3	1,1	34,3	1,1	36,4	1,1
3. Habillement	43,7	9,6	120,7	7,3	201,2	7,0	219,2	7,2	226	7,0
4. Logement, chauffage et éclairage	70	15,3	287,6	17,5	544,8	19,1	569,3	18,8	606,1	18,9
5. Services médicaux et de santé ..	32,6	7,1	127,3	7,7	245,9	8,6	268,6	8,9	284,2	8,9
6. Transports et communications ..	61,2	13,4	273,6	16,6	480,5	16,8	499,3	16,5	537,9	16,8
7. Loisirs et culture	31,6	6,9	120	7,3	201,5	7,1	218,9	7,2	232,5	7,3
Total consommation (y compris non marchande)	457,2	100	1 645,1	100	2 856,3	100	3 032,2	100	3 206,5	100

Source : INSEE - Comptes de la Nation en nouvelle base 1980.

TABLEAU 15
Consommation des ménages : coefficients budgétaires calculés
aux prix de 1980

(En %)

	1970	1980	1985	1986	1987
1. Produits alimentaires	23,9	20,3	19,5	19,2	19,0
<i>dont :</i>					
— boissons alcooliques	2,8	2,3	2,1	2,1	2,1
— boissons non alcooliques	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
— autres produits alimentaires	20,7	17,5	16,9	16,6	16,4
2. Tabac	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
3. Habillement	9,1	7,3	7,1	7,0	6,7
4. Logement, chauffage, éclairage	16,4	17,5	18,3	18,3	18,5
5. Services médicaux et de santé	6,5	7,7	9,4	9,7	9,8
6. Transports et communications	14,3	16,6	16,4	16,5	16,6
7. Loisirs et culture	6,5	7,3	7,4	7,5	7,6

Source : INSEE - Comptes de la Nation en nouvelle base 1980.

*achevé d'imprimer
sur les presses de graphic-expansion s.a.
54000 nancy, en avril 1990*

d.l. n° 2292 - 2^e trim. 1990